5e Année, N° 73 - 1er Février 1929

Prix : 2 francs

# la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :



Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale

# *L'ÉCOLE UNIQUE*

par **ANTOINE RICHARD**



**Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)**

# la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

**Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-X**

Téléphone : Combat 08-02

---

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

## ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

---

**COLLABORATEURS**

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

---

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

*Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à* : **L. Marzet.**

*La correspondance relative à l'Administration aux camarades* **Busseuil** ou **Barat.**

**(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.**

---

**Permanence pour la Rédaction et l'Administration : Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.**

# La Ligue Syndicaliste

**SON ROLE**

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité **syndicale,** à la reconstitution d'une seule C. G. T. et **d'une seule** Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

**SON FONCTIONNEMENT**

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Chèque postal : Fronty, 96, quai Jemmapes, Paris — N° 1221-08.

## Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années **1925, 1926, 1927, 1928.**

Les numéros d'une année : **40 francs.**

Reliés « Selflior » : **48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).**

# *LE CARNET DU SAUVAGE*

## Procès de trahison

*Les dernières grèves de mineurs, de la Loire, du Gard, de l'Aveyron, laissent derrière elles une traînée de discussions violentes et de procès de trahison.*

*Les grands stratèges de la C. G. T. U. et du parti communiste ont crié d'abord à la trahison des chefs réformistes; ils crient maintenant à la trahison d'un certain nombre de sous-chefs unitaires et communistes.*

*A les entendre, l'échec de la grève de la Loire, qui a entraîné ou précipité les autres échecs, incomberait à tout le monde, sauf à eux-mêmes. Mais on dirait qu'ils ne crient aussi fort que pour étourdir les gens et les empêcher de voir qu'une part de responsabilité, une très large part, leur revient.*

*Ils ont beau crier et tempêter, une question se pose : La cause essentielle de ces échecs ne réside-t-elle pas dans leur savante stratégie, dans leur conception des grèves ?*

*Autrefois, l'objectif de toute grève, c'était de forcer le patronat à accorder telle ou telle amélioration, à souscrire à telle ou telle revendication. Tout cela est proclamé vieux jeu. Admirez la mode nouvelle. L'objectif d'une grève, aujourd'hui, c'est de faire du recrutement pour le syndicat unitaire de la corporation. C'est aussi de dénoncer les confédérés. Faire grève pour imposer des revendications, faire grève pour réussir, avec le désir et la volonté de triompher, était-ce assez enfantin, assez primaire, assez grossier ! Parlez-nous d'une opération un peu plus savante, quelque chose comme la récupération des sous-produits d'une grève ! Ça, c'est du travail supérieur. La grève terminée, s'il y a victoire, même si la victoire a été récoltée dans le cabinet du président du Conseil, en avant la fanfare ! S'il y a défaite, qu'importe ! On rabat vers les syndicats unitaires des centaines de confédérés détachés de leurs chefs et des milliers d'inorganisés. Le recrutement par la grève, vous n'auriez pas trouvé ça ?*

*Ce n'est pas tout. Quelle belle occasion de montrer les chefs réformistes se conduisant en traîtres et en briseurs de grèves, leurs troupes faisant les jaunes! Voilà l'application sans réserve et sans délai des résolutions du IV^e^ Congrès de l'I. S. R. et du VI^e^ Congrès de l'I. C.!*

*Très beau, très savant, tout ça. Mais voyons comment ça se passe pratiquement, comment ça se traduit dans la réalité. Grève perdue; découragement pour les ouvriers qui ont lutté; froid autour d'eux dans les autres corporations; par contre, orgueil renforcé du patronat et ricanement de tous les bourgeois. Victimes, coupes sombres, renvois, expulsions peut-être pour des ouvriers étrangers. Haines avivées entre travailleurs réformistes et travailleurs révolutionnaires, fossé de la scission approfondi. Si bien qu'en définitive, il n'y a pas eu le moindre recrutement de fait, au contraire. D'ailleurs, Teulade qui, le premier, appliqua en Algérie la méthode du recrutement par la grève, aurait pu prévenir ses collègues qu'elle ne vaut absolument rien. Ce n'est pas ainsi qu'on remédiera à la baisse des effectifs de la C. G. T. U., qui a tant alarmé les dirigeants de l'I. S. R. et de l'I. C. Et si c'est l'imagination de ces derniers qui a enfanté cette nouvelle méthode pour augmenter les effectifs, ils peuvent être fiers de leur enfant.*

*Cette fameuse méthode ne fait l'affaire ni des travailleurs qu'on lance dans la lutte, ni celle des organisations qu'on finit d'affaiblir, ni celle des militants sérieux des deux C. G. T. qui se désolent de se faire battre tour à tour par le patronat et qui se demandent avec angoisse comment ils pourraient bien empêcher la division entre ouvriers de s'approfondir encore.*

*Par contre, elle fait admirablement l'affaire des adversaires de l'unité. Un Morel est ravitaillé en copie pour un moment. Un Monmousseau est copieusement fourni de motifs de vitupération. Les artisans, les partisans, les bénéficiaires de la scission se frottent les mains. Qu'on vienne leur parler d'unité après ça!*

*Elle fait aussi fort bien l'affaire du patronat, en l'espèce les compagnies minières. Les cent sous qu'elles auraient dû lâcher devant un mouvement bien préparé et vigoureusement conduit, resteront dans leurs caisses. Pendant que les syndicats de mineurs se dévoreront entre eux, elles seront bien tranquilles. Si expertes qu'elles soient en l'art de diviser les mineurs, jamais elles n'ont fait mieux.*

*Voilà le beau travail des grands stratèges de la C. G. T. U. et du parti communiste. S'il y a des procès de trahison à faire, les mineurs de la Loire, du Gard et de l'Aveyron pourraient bien commencer par eux.*

⁂

## Nouveaux convois pour la Sibérie

*Quand ça va mal en Russie ou dans l'Internationale communiste, on le sait indirectement presque tout de suite : les dirigeants soviétiques se mettent à taper sur l'Opposition.*

*Il faut que ça aille rudement mal, puisque de nouveaux convois sont partis vers la Sibérie; on parle de 150 nouveaux déportés.*

*Depuis longtemps, la population des villes n'avait connu autant de difficultés pour se ravitailler. Déjà à l'automne, les queues se formaient devant les magasins et de nombreux articles essentiels manquaient. L'hiver menaçait d'être dur. Il l'est plus encore qu'on n'avait craint.. De là un mécontentement qui grandit. Espère-t-on le calmer en frappant avec sauvagerie sur l'Opposition? C'est peu probable. On veut, sans doute, par ce moyen, montrer qu'il en coûte cher de manifester son mécontentement.*

*Dans l'Internationale communiste, la crise du parti allemand prend des proportions inattendues. Brandler et Thalheimer sont exclus, mais de nombreux éléments se solidarisent avec eux. Ils ont non seulement retrouvé*

*autour d'eux, les vieux militants de l'Union de Spartacus, mais beaucoup d'éléments nouveaux. Le conflit sourd qui existait au sein du parti allemand, depuis la défaite d'octobre 1923, ne s'est pas apaisé avec le temps. Dans le dessein de se concilier les sympathies des dirigeants russes, Brandler s'était gardé d'avoir une opinion sur la situation en Russie, au moins de la dire. Cette petite habileté a peut-être reculé l'explosion du conflit, mais il semble qu'il n'ait tardé que pour éclater avec plus de violence.*

*Est-il exact que le conflit du parti allemand ait déjà eu pour résultat la démission de Boukharine de la présidence de l'Internationale ? Je n'en sais rien. Mais ce que l'on a appris par la* Correspondance Internationale *du 9 janvier, c'est que les deux secrétaires de l'Internationale pour les pays latins, Humbert-Droz et Serra « sont embourbés dans le marécage de l'opportunisme poltron ». Ils ont eu le malheur et le courage de dire que les luttes présentes de la classe ouvrière contre les capitalistes ont un caractère défensif seulement, et que ces luttes doivent s'effectuer dans le cadre des syndicats existants. Parler ainsi, c'est, paraît-il, enterrer l'idée du rôle dirigeant des partis communistes dans le mouvement ouvrier, c'est les condamner au rôle de spectateurs passifs dans les luttes de classe du prolétariat. C'est aussi, dirons-nous, les empêcher de commettre des bêtises et de saboter le mouvement ouvrier.*

*Humbert-Droz a mis du temps pour s'en rendre compte. S'en est-il enfin bien convaincu ou la volée de bois vert que lui a appliqué Staline dans ce discours du 19 décembre, reproduit par la* Correspondance Internationale, *l'a-t-elle pénétré, une fois encore, du contraire ?*

*Quoi qu'il en soit, la situation est grave en Russie, l'Internationale est vivement secouée par la crise du parti allemand. On peut taper avec force sur l'Opposition russe. Et, pour la première fois, l'*Humanité *du 25 janvier, analysant un éditorial de la* Pravda, *avoue les déportations. Elle le fait avec un certain cynisme. Ses lecteurs sont maintenant suffisamment préparés à avaler la nouvelle et à trouver tout à fait naturel que les artisans de la Révolution d'Octobre soient déportés en Sibérie, comme certains d'entre eux le furent autrefois par le tsarisme.*

*L'on se demande ce qui serait advenu à Lénine s'il était vivant. Ils auraient été capables de le déporter. Pourquoi pas?*

⁂

## L'expérience de Limoges

*— Alors, la* Vérité, *l'hebdomadaire révolutionnaire de Limoges, a cessé de paraître?*

*— Oui, depuis un mois. Body et ses camarades n'ont pu surmonter les difficultés pécuniaires que comporte un hebdomadaire. Pourtant, la* Vérité *avait, paraît-il, une vente appréciable à Limoges et déjà plusieurs centaines d'abonnés dans la région.*

*Où est le temps où l'on bouclait le budget d'un petit hebdomadaire régional avec une vente de 2.000 exemplaires? Nous y arrivions en 1905-1906 dans le Pas-de-Calais avec l'*Action Syndicale. *Le rédacteur touchait même une semaine de 25 francs. Evidemment, tout était moins cher en ces temps-là; peut-être, aussi, les dévouements étaient-ils moins rares.*

*La tentative de Body était trop hardie? Mais pas du tout. Dans un milieu ouvrier un peu dense, ayant une tradition révolutionnaire comme Limoges, des camarades doivent pouvoir faire tenir un hebdomadaire s'ils veulent s'en donner la peine. Ce n'est pas une question de sous, c'est une question d'expérience journalistique et de volonté. L'expérience journalistique a manqué à Body; il a fait un journal régional qui n'était pas régional. Alors qu'il aurait dû borner son appel à la collaboration extérieure à deux ou trois articles au maximum il en avait deux pages. Cela au détriment de la vie locale et régionale. Rieu ou presque rien des usines; pourtant Limoges est un centre de la céramique et de la chaussure. Rien ou peu de chose sur l'activité des syndicats limousins; ils ne manquent pas cependant, puisque les corporations les plus importantes s'y paient le luxe d'avoir trois syndicats, un unitaire, un autonome, un confédéré. Body prétend n'avoir pas trouvé suffisamment de collaborateurs dans les syndicats. J'ai peur qu'il ne les ait pas suffisamment cherchés; que ses yeux se soient davantage tournés vers les problèmes politiques, qu'il ait trop eu l'esprit de parti, quoi! Ce que j'écris là, je le lui ai dit dès les premiers pas de la* Vérité. *De son côté, Loriot lui avait envoyé un article discutant l'opinion qu'il avait exprimée sur le rôle du parti et des syndicats.*

*Le ratage de cette tentative me chiffonne. J'y voyais un heureux présage. Il ne fait pas de doute pour moi que la renaissance du mouvement se manifestera d'abord par la formation d'îlots, de foyers régionaux. La Haute-Vienne allait former le premier de ces foyers révolutionnaires, comme vers la fin de la guerre. Cela stimulerait l'ardeur de bons camarades qui se rouillent dans d'autres régions. Ce ne sera pas encore pour cette fois. Mais je pense que pour réussir, une telle tentative a besoin d'être animée davantage d'esprit syndicaliste. C'est ce qui se dégage de l'expérience de la Haute-Vienne.*

PIERRE MONATTE.

## Le Collier de Perles

M. RAOUL BRANDON. — *Notre collègue, M. Jean Goy, toujours si aimable, multiplie aujourd'hui les critiques. Je dois lui faire remarquer que le programme de la Confédération Générale du Travail n'est pas un programme marxiste, mais un programme essentiellement réformiste, auquel peuvent adhérer, dans ce pays, toutes les forces républicaines éprises de progrès social.* (Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre.)

M. JEAN GOY. — *C'est pourquoi nous y adhérons.*

(Séance de la Chambre du 18 janvier 1929.)

Une illusion démocratique, un rêve de paix sociale

# L'École Unique

## I

## LE DESORDRE PRESENT DE L'ECOLE

L'Université française doit apparaître du dehors, quand on n'est pas du métier, singulièrement compliquée. Nous comprenons que le public se perde un peu dans ces divers ordres d'enseignement, ce numérotage de classes et de cycles, cette variété rébarbative d'examens et de titres. Les préjugés de boutique, l'esprit de caste qui y persistent, sont bien faits pour maintenir ces barrières entre primaires et secondaires, pour faire durer cette complication.

Mais nous ne devons pas seulement voir dans ce désordre le pur produit du hasard, un amas informe et bigarré de survivances du passé.. Il est, en effet, assez instructif par lui-même, il a un sens socia.l

En effet, la dualité que tout le monde connaît et contre laquelle beaucoup protestent entre *enseignement gratuit*, lisez enseignement primaire, et *enseignement payant*, secondaire et supérieur, ne fait que rappeler la rivalité des classes au sein de la Société. Cette distinction n'est, pourrait-on croire, que pure justice. La logique ne veut-elle pas, en effet, que les riches paient pour s'instruire dans des écoles à eux, tandis que les pauvres seront instruits gratuitement ? Oui, sans doute, mais les gouvernements ont institué la gratuité de l'école primaire beaucoup plus par charité que par justice. Leur intention était d'accorder au peuple une aumône tardive, le droit de faire donner à ses enfants, sans payer, une instruction au rabais. Du reste, cette bourgeoisie d'allure avancée, plus ou moins radicale, continua, par la suite, à envoyer ses propres rejetons dans les petites et les grandes classes des lycées et collèges. Pendant ce temps, les travailleurs, reconnaissants à la République les jours d'élection, recevaient à l'école primaire, fréquentée tant bien que mal, l'éducation qui convient au citoyen soumis, au soldat discipliné, au paysan, à l'ouvrier économes, capables, avec un peu de chance et une forte dose de résignation, de se débrouiller dans la vie.

Mais l'industrie et le commerce, en marche vers le progrès capitaliste, ne pouvaient pas se contenter de cette main-d'œuvre insuffisamment préparée par l'école primaire à entrer dans un métier. Les usines eurent besoin de contremaîtres et de spécialistes, le commerce voulut avoir des comptables. *L'enseignement primaire supérieur*, et, un peu plus tard, *l'enseignement technique* allaient leur préparer, en partie, ces sous-ordres. Ainsi, les industriels et commerçants se virent déchargés par l'Etat de cette fonction onéreuse pour eux : assurer l'instruction générale et technique de leurs futurs employés. La démocratie, dans l'intérêt prétendu du peuple, assuma les frais de cette première ébauche de formation professionnelle répondant aux besoins du capitalisme. Les enfants assez favorisés du prolétariat contractèrent à l'école primaire supérieure le goût encore modeste de parvenir, de s'évader un peu des besognes purement manuelles.

En ce temps fiévreux d'inventions et d'affaires, la bourgeoisie elle-même dut suivre ce mouvement vers l'application des sciences. Elle ne voulut pas se figer dans sa vieille conception d'un enseignement secondaire de caste. L'on sait que celui-ci, où excellèrent les Jésuites, reposait essentiellement sur l'étude des langues anciennes, latin et grec, et sur celle de la littérature. Fermées au vulgaire, ces humanités devaient instruire en l'art de bien parler, de bien manier les idées générales, ceux qui seraient plus tard des manieurs d'hommes et de peuples, avocats, magistrats, politiciens, administrateurs, gens des professions dites libérales. Désormais, il ne s'agissait plus seulement de discours, il fallait aussi que la bourgeoisie réservât à ses fils les emplois dirigeants dans l'industrie et le commerce. Tandis que certains de ces jeunes bourgeois continueraient à chercher des carrières de parleurs, d'autres seraient techniciens, ingénieurs, et le lycée les préparerait à entrer dans les grandes écoles spéciales (Polytechnique, Centrale) — où ils sauraient acquérir une vue au moins théorique de leur futur métier. Déjà, les lycées y préparaient, mais l'on sentait le besoin de faire aux sciences une plus large part.

A côté de l'enseignement *classique*, à base de lettres, on institua donc, en 1902, un enseignement dit *moderne*, à base de sciences et avec langues étrangères. Après cette innovation, la lutte est demeurée vive entre partisans du latin à outrance, plus conservateurs qu'audacieux, et partisans d'une formation scientifique plus poussée, en rapports avec la vie et la pensée d'aujourd'hui. Le débat passionne la bourgeoisie et toute l'université. L'un des arguments des amis du latin, c'est qu'il n'y a pas de différence pédagogique essentielle entre cet enseignement secondaire moderne et l'enseignement primaire supérieur et technique. Ils ont peur que les primaires sans latin prennent des places aux bourgeois en entrant dans les Facultés; ils feignent de croire que le latin est nécessaire à l'élite et qu'une ruée de primaires vers la haute culture porterait à celle-ci un coup mortel. C'est pourquoi le baccalauréat, pendant longtemps, a été la clef unique des Facultés dont la porte est aujourd'hui entrebâillée aux primaires.

Moins vive, moins calquée que la lutte entre sciences et humanités sur une différenciation sociale, mais significative tout de même a été la distinction, encore maintenue en partie, faite entre l'enseignement secondaire des garçons et celui des filles. Le second, réplique inférieure et tardive du premier, ne fut créé qu'en 1880, lorsqu'une bonne partie de la bourgeoisie comprit que le couvent ne suffisait plus à ses filles. Les programmes deviennent identiques entre ces deux enseignements, malgré les gémissements de ceux qui craignent de voir la jeune fille perdre son charme et ses vertus familiales dans cette concurrence avec les garçons qui est devenue un fait. D'autres bourgeois, moins fossiles, font des concessions au progrès, car ils se disent qu'une fille n'est pas commode à caser et qu'il faut lui donner toutes ses chances intellectuelles.

Mais si l'on tend parfois vers le haut de l'égalisation, l'on n'est pas encore prêt à vouloir réduire l'inégalité à la base, entre les enfants qui quittent l'école munis d'une petite instruction primaire et ceux qui

peuvent aller à l'école primaire supérieure, au collège ou au lycée. Même si la fréquentation scolaire était assurée jusqu'à treize ans, et nous sommes loin du compte, il resterait une grave lacune, l'absence d'une éducation post-scolaire sérieuse. Or celle-ci, que l'on veut imposer en surcharge aux instituteurs, est, le plus souvent, dérisoire. L'Etat se montre généralement incapable de l'assurer, faute de vouloir créer un personnel spécial d'éducateurs, et l'initiative particulière est, elle aussi, insuffisante.

L'on voit de là les écueils : un enfant de famille pauvre, après l'école primaire, ne s'instruit plus. Un jeune homme plus favorisé, sorti de l'enseignement primaire supérieur ou d'une école normale primaire, s'est vu longtemps interdire l'enseignement supérieur, alors que le baccalauréat de ceux qui paient pour s'instruire y conduit d'emblée.

A la base donc du système scolaire, l'inégalité sociale. Un enseignement donné selon la fortune et non d'après les aptitudes. Tel est le vice actuel le plus saillant de l'école, créée à l'image de la société.

## II

## VERS L'ECOLE UNIQUE

C'est pour réduire ou même faire disparaître cette inégalité que les partisans de l'*école unique* ont offert leurs services.

Le mot n'était pas encore en vogue avant 1914, mais le désir était pourtant né d'une école plus juste. En 1909, le député Carnaud déposa un projet de loi tendant à « réaliser l'égalité des enfants devant l'instruction par la recherche de leurs aptitudes et la coordination des divers enseignements de l'Etat. » D'autres projets virent le jour par la suite, conçus en général par des radicaux et des socialistes, pour qui la démocratie devait refondre l'école sur le plan de la justice. Ils avaient, en général, l'illusion que leurs réformes travailleraient à l'apaisement du conflit social.

Avant même la fin de la guerre, de nouveaux projets naissaient partout des ruines et les routines anciennes paraissaient à beaucoup incapables de leur résister. Il fallait faire aux travailleurs, pour qu'ils se remettent sagement à panser les plaies de la guerre, un sort plus acceptable dans un monde renouvelé. Comme il n'appartenait pas beaucoup aux politiciens et comme il appartenait encore moins aux professeurs de leur offrir des avantages immédiats, ils s'en tinrent à faire miroiter aux yeux des anciens combattants la fraîche vision d'un paradis scolaire pour leurs enfants. Demain on rasera gratis, disaient en substance les réformateurs, les auteurs de projets lointains, mais de rendement électoral immédiat.

C'est alors que parut, en 1918, *Education*, de Zoretti, livre conçu dans un sens socialiste. La même année, des professeurs mobilisés, les *Compagnons*, décrivirent, dans une série d'articles, l'université de leurs rêves. Ils songeaient à imiter l'exemple de l'Allemagne qui avait, pendant la guerre, lancé la chose et le mot de l'école unique. Eux, ils voyaient surtout la question sous l'angle du métier, de la pédagogie, quand ils voulaient unifier l'école et supprimer les cloisons périmées entre les ordres d'enseignement. D'autres, au contraire, envisageaient surtout le problème sous l'angle social. Ils demandaient, ceux-ci, l'école gratuite pour tous.

Ce qui importait, avant tout, à l'opinion commune, c'est que chaque enfant eût droit à une éducation complète et pût s'instruire autant que le permettraient ses ressources intellectuelles et dans le sens qui leur conviendrait.

Université mieux aménagée, gratuité de l'enseignement à tous les degrés, c'est ce que la majorité voyait dans l'école unique. Seuls, certains, qui vivaient dans l'admiration d'un Etat unitaire, à la manière jacobine, et que tourmentait l'existence d'un enseignement libre, d'inspiration catholique, à côté de l'école officielle, voulaient aller jusqu'à l'institution du monopole universitaire. Mais la plupart de nos radicaux de gouvernement n'ont pas voulu effrayer leurs adversaires et pour eux l'école unique ne doit pas entraîner la disparition de l'école libre.

Voyons ce qui a été fait depuis dix ans en faveur de cette école unique et si l'on a dépassé le stade des promesses.

⁂

Il est nécessaire, tout d'abord, de donner une idée du nouveau langage employé pour dénommer les étages du futur édifice. La classification par ordre d'enseignements : primaire, primaire supérieur, technique, secondaire et supérieur sera probablement remplacée par une autre plus simple, par degrés, du 1er au 4e. *1er degré*, l'enseignement primaire; *2e degré*, l'enseignement primaire supérieur et le premier enseignement des collèges et lycées; *3e degré*, le dernier enseignement des lycées et d'autres correspondants tel celui des écoles normales primaires; *4e degré*, enfin, l'enseignement supérieur donné dans les Facultés et les divers instituts scientifiques. C'est, du moins, le plan qui tend à prévaloir, mais tout le monde n'est pas d'accord sur ce schéma préalable. Voyons maintenant ce qui a été fait pour aménager chacun de ces étages.

### Premier degré

On a voulu qu'il n'y ait qu'un enseignement primaire, c'est-à-dire que les classes préparatoires et élémentaires de l'enseignement secondaire fussent supprimées. Mais les bourgeois ne voulant à aucun prix que leurs gosses coudoient à la maternelle et à l'école de quartier les petits prolos indignes de ce noble voisinage, l'on n'a pas voulu voir fuir à l'école libre ces précieux éléments et l'on s'est contenté de rapprocher les programmes. L'on vient même de consacrer, en quelque sorte, l'existence des petites classes (payantes) du secondaire en y admettant, à titre gratuit, quelques élèves de l'école primaire, fort honorés sans doute de cette libéralité qui préparera leur entrée dans le secondaire. Il existe donc toujours un enseignement primaire (un premier degré) gratuit et un autre payant, donnés par un personnel différent.

### Deuxième et troisième degrés

L'accord n'est pas complet sur la manière d'organiser les 2e et 3e degrés. Les uns, en effet, restent attachés à un enseignement secondaire de longue durée, formant un tout comme aujourd'hui, alors que les autres le verraient plutôt coupé en deux degrés successifs. Les programmes actuels, remaniés en 1925, restent conformes à la première conception.

De toute façon, l'on passerait du 1er au 2e degré par voie de sélection, c'est-à-dire que, seuls, les élèves capables bénéficieraient du 2e degré, puis du 3e. Comment se ferait cette sélection? Probablement sous la forme d'un examen ou d'après les notes obtenues à l'école. Mais les bourgeois qui, eux, peuvent payer, ne se résigneront pas facilement à cet examen de passage qui éliminerait certains de leurs enfants. Il ne suffirait pas d'instituer pour ces degrés un enseignement gratuit : il faudrait aussi qu'un nombre suffisant de bourses permît aux parents de couvrir les frais d'entretien de leurs enfants. Car

n'oublions pas qu'il faut réaliser tour à tour et la gratuité de l'enseignement proprement dit et la gratuité de l'entretien : pension, trousseau, fournitures scolaires. Il va de soi que les bourses ne seraient accordées qu'aux nécessiteux : les riches ne les obtiendraient pas.

A défaut d'un aménagement complet, qu'a-t-il été fait dans la voie de cette organisation des 2e et 3e degrés? On a élevé un peu le nombre des bourses, on a organisé pour les obtenir un concours commun à la suite duquel les enfants peuvent opter entre les enseignements secondaire, primaire supérieur et technique. Il est permis à un élève de l'enseignement primaire supérieur de continuer ses études dans la section moderne des lycées. Enfin, après avoir fusionné ensemble, pour les rendre viables, établissements secondaires et primaires supérieurs des petites villes, et organisé entre eux certains cours communs, on a décidé récemment que, dans ce cas, l'enseignement secondaire serait gratuit, par analogie avec l'enseignement primaire supérieur donné dans le même établissement double

D'autres tentatives ont été faites pour rendre les programmes un peu plus homogènes. Ainsi les classes littéraires des lycées comporteront un peu plus de sciences qu'autrefois, mais il n'est pas commode de mettre d'accord les partisans des humanités et leurs adversaires. Les premiers veulent, en effet, sauvegarder l'autonomie de leur enseignement qu'il convient, selon eux, de donner à part, selon des méthodes spéciales. Il sera donc très difficile d'aménager intérieurement les 2e et 3e degrés, de préciser à quel âge se feront les bifurcations vers une section ou une autre, de raccorder enseignement primaire supérieur et 2e degré, d'organiser dans le 3e degré la préparation des maîtres de l'enseignement primaire, c'est-à-dire de mettre en bons termes écoles normales et lycées, brevet supérieur et baccalauréat.

En attendant, si le système des bourses est un peu amélioré, l'organisation de l'enseignement est restée à peu près telle quelle.

### Quatrième degré

Des questions du même genre se posent au sujet du 4e degré. Comment sera-t-il recruté, sera-t-il gratuit ? Aujourd'hui, le baccalauréat est exigé pour entrer dans les Facultés, sous réserve de quelques titres équivalents de nature primaire (brevet supérieur, professorat), dans des conditions qu'il n'importe pas d'examiner ici. Un moyen de simplifier ces modalités d'accès serait, évidemment, d'instituer pour tous les candidats au 4e degré, un examen préalable.

Par nature, cet enseignement supérieur est très varié, très complexe. Le nombre des instituts qui le donneront ira croissant avec les progrès de la spécialisation scientifique. L'on ne sera donc pas tourmenté ici par un besoin d'unité à tout prix. Quand on aura créé la gratuité de l'enseignement, complétée par des bourses en nombre suffisant, le problème sera résolu en gros.

⁂

En somme, de la base au faîte, les plans élaborés par la Commission de l'Ecole unique, réunie en 1924 et 1925, aux plus beaux jours du Cartel, sont encore à l'état de projets. Seules, quelques retouches de détail sont venues simplifier le système universitaire traditionnel et certaines expériences fragmentaires qui devaient faire merveille se sont closes peu brillamment. Ceux qui ont, au sujet de l'école unique, parlé de fiasco, ne sont pas loin d'avoir raison.

Faut-il nous en attrister ?

## III

## L'ECOLE UNIQUE, ILLUSION DEMOCRATIQUE

### Moyens impuissants

Nous ne sommes pas dupes du battage fait lors des dernières élections législatives par les partis radical et socialiste. Mais cette démagogie des affiches et des discours fait encore bien des victimes dans la classe ouvrière. Elle feint en effet de prendre grand souci de la jeunesse, elle se donne l'air de travailler, non pas pour des profits immédiats, mais en vue de préparer un plus bel avenir, elle flatte l'espérance commune dans le progrès. Raison de plus pour démasquer en connaissance de cause tant de promesses intéressées, doublées d'ailleurs d'une grande impuissance.

Illusion, car on laisse croire aux gens que l'affaire est en bonne voie, on leur cache les difficultés, surtout celles d'argent. Les budgets sont trop avares pour permettre de multiplier les bourses autant que le voudrait une réalisation d'ensemble. Ce n'est pas de sitôt, faute de crédits suffisants, que sera réalisée la gratuité scolaire. Du reste, il faut nous entendre, car autre chose est la gratuité de l'enseignement lui-même et la gratuité beaucoup plus coûteuse de l'entretien des élèves. Il faudrait, pour que l'école unique devînt une réalité, que le nombre des bourses fût multiplié, sous forme de bourses d'internat, de subventions aux familles, d'appui matériel aux jeunes gens pour frais d'installation dans un métier. L'Etat est bien incapable, dans les mœurs actuelles, de considérer l'éducation des enfants du prolétariat comme une charge sociale. Et pourtant, hors de cette conception du rôle de l'Etat, l'école unique ne peut être qu'une illusion. L'on ne ferait pas grand'chose si l'on se contentait de rendre l'enseignement gratuit. Qui subviendrait à l'entretien des enfants issus de familles nécessiteuses ?

Il est du reste probable que l'enseignement payant a encore de beaux jours devant lui. Ses usagers actuels ne tiennent pas tellement, en général, à la gratuité. La rétribution scolaire est en effet pour les bourgeois un signe de supériorité sociale, une dépense de caste, en même temps qu'ils y voient une barrière dressée devant beaucoup de pauvres, un moyen d'éloigner la concurrence des enfants du peuple intelligents. Ils souffrent d'autant moins du paiement de cette rétribution qu'elle est nettement inférieure au prix de revient pour l'Etat de l'enseignement secondaire qu'il fait donner dans les lycées et collèges. L'Etat, qui n'a rien à refuser aux bourgeois, leur laissera ce privilège si peu onéreux pour eux.

Il aura tellement de susceptibilités à ménager que son ardeur réformatrice ne tiendra pas. Les enfants des riches n'iront pas à la laïque subir la promiscuité des fils d'ouvriers, l'on fera des efforts désespérés pour maintenir le prestige du baccalauréat et de la culture classique, toujours présentée sans rire comme le moyen exclusif de former un esprit. Pour ménager et les partisans des sciences et ceux du latin, l'on conservera un système mixte incohérent, un compromis entre des méthodes diverses et nulle tentative sérieuse de pédagogie nouvelle, vraiment généreuse et hardie, ne sortira de cette incessante hésitation, de ce désir de contenter à la fois deux fractions de la bourgeoisie.

Enfin, même si l'on arrivait à l'égalité en multipliant les bourses, elle resterait une illusion dans le genre du suffrage dit universel si la coéducation des

sexes n'était pas pratiquée ouvertement et non, comme aujourd'hui, de façon partielle et presque honteuse.

### Intention dangereuse

Nombreux sont ceux de nos camarades qui soupirent après l'école unique dont ils attendent le développement complet et harmonieux des intelligences qui restent en friche dans la jeunesse prolétarienne. Ils espèrent même que, par une juste sélection et des bourses suffisantes, les enfants des travailleurs pourront conquérir leur place au soleil et s'emparer de maint poste élevé dans l'industrie, le commerce, les administrations. Ainsi, pensent-ils, les cadres de l'Etat et ceux du capitalisme seraient démocratisés.

Nous croyons précisément que là est le danger. Ces fils de prolétaires, ainsi parvenus, seraient embourgeoisés à leur tour, et c'est eux qui seraient conquis, perdus pour leur classe. Nos ministres, nos politiciens ne se cachent pas, quand ils se tournent, afin de les préparer à de petits sacrifices de sous et d'amour-propre, vers les bourgeois avares et têtus, pour leur parler au nom de l'intérêt général, lisez celui de la bourgeoisie. Ils leur montrent combien il est nécessaire de renouveler le personnel de la politique et des affaires, en y faisant accéder les plus aptes, en infusant ainsi à la bourgeoisie un sang nouveau, un sang roturier chaud et riche apportant avec lui sa force neuve, son ardeur et sa ténacité. Façon lyrique mais tout juste polie de rappeler à ces riches l'insuffisance fréquente de leurs cancres de fils.

Nous a-t-on assez parlé de cette meilleure sélection de l'élite ! C'est le prolétariat, malheureusement trop pressé de parvenir, qui ferait les frais de cette opération. Il serait ainsi chargé, plus largement qu'aujourd'hui, de relayer ses maîtres à bout de souffle. Avec ce choix plus parfait, cet arrivisme rationalisé, ces encouragements flatteurs à déserter sa classe, il serait bien rare qu'un jeune homme intelligent issu du prolétariat ne cherchât pas à la trahir. L'envie est si forte et l'exemple si contagieux! Qui diable y résisterait! N'est-ce pas, depuis un demi-siècle, la grande loi sociale de la démocratie !

Au moins le système actuel, même imparfait pédagogiquement, ne décapite pas le peuple de tous ses meilleurs esprits. Rivés à leur sort par cette guigne scolaire qui par chance les empêche de parvenir en se servant de leur instruction, ils peuvent, s'ils en ont le cœur, servir leur classe dans ses organisations, ils sont moins tentés de devenir transfuges qu'ils le seraient avec une école unique.

Nous devons être en garde contre cette séduction des belles places, des titres universitaires, des métiers à prétentions intellectuelles. Nous devons renoncer à accorder à la forme scolaire et livresque de l'intelligence plus de valeur qu'aux qualités d'esprit et au labeur du travailleur manuel. Nous devons nous méfier de cet « instruisez-vous » qui complète fort bien la célèbre formule de l' « enrichissez-vous ». Pour nous, le « refus de parvenir » doit entrer dans les mœurs ouvrières et y prendre toute sa force active. Nous savons certes bien que des prolétaires instruits servent encore leur classe et que des manuels la trahissent et la trahiront. Néanmoins, nous lui devons ce renoncement que demandait Albert Thierry. Si, en attendant mieux, l'école bourgeoise est utile aux enfants des travailleurs, craignons cependant qu'elle devienne trop habile à les pervertir.

Autre croyance non dissimulée de nos dirigeants et de nombreux démocrates, prétendus esprits d'avant-garde : l'école unique, à la longue, apaisera la lutte des classes. Rappelez-vous le boniment de la fin de la guerre : ces hommes, riches et pauvres, qui se sont côtoyés dans les tranchées, retourneront chez eux avec un cœur fraternel et ils ne voudront plus se dresser les uns contre les autres. C'est, depuis, presque même refrain : ces enfants, qui auront usé culottes diverses sur les bancs égalitaires de la même école auront appris à se connaître et à s'aimer. Leurs cœurs seront frères dans les rivalités sociales que leur bonne volonté voudra adoucir. L'école unique aura créé en eux un amour commun de la paix, un souci plus ardent de l'intérêt collectif.

On cite ce mot de l'économiste allemand Schmoller: « L'antagonisme qui crée le péril social n'est pas un antagonisme de fortune, mais un antagonisme de culture et d'éducation. » Donc, pour conjurer le péril social, il n'y aurait qu'à créer un système scolaire égal pour tous et reposant sur les mêmes principes, les mêmes méthodes intellectuelles, l'enseignement de dogmes communs civiques et moraux. Ce serait simple en effet si nous pouvions admettre que la distinction en classes, fondée sur l'économie, n'est pas à la base de la structure sociale. Mais pour nous l'école unique ne saurait permettre de faire, pour parler le langage bourgeois, l'économie d'une révolution. L'école ne fera pas plus disparaître les classes sociales que le suffrage universel et autres panacées démocratiques. Nous taxons de pleine utopie ce mot pittoresque d'un savant de gauche : il se peut que petits bourgeois et petits prolétaires, mêlés dans la même école, échangent d'abord quelques coups de poing, mais cela vaudrait mieux que d'échanger plus tard des coups de fusil dans la rue.

Il ne saurait exister de paix sociale en régime capitaliste et tout système scolaire destiné à masquer le conflit des classes ne saurait être pour nous qu'un dangereux mensonge.

### But inconsistant

Un type d'éducation qui ne reflète pas les conditions économiques et sociales réelles nous paraît artificiel. L'école ne peut qu'être à l'image de la société. Nous croyons, nous, que l'université nouvelle ne sortira que d'une structure sociale nouvelle.

Les bourgeois conservateurs qui veulent être francs laissent entrevoir la vérité quand ils s'élèvent, à la manière du *Temps*, contre les tentatives faites pour démocratiser l'école. Ce qu'ils veulent, sous couleur de sauver les humanités et l'intelligence, c'est défendre leurs propres privilèges de fortune et de culture. Ils ont besoin d'une école où leurs fils auront la première place, d'un enseignement secondaire et supérieur destinés à former de futurs dirigeants et de futurs oisifs frottés de latin et de rhétorique. En manifestant ainsi, avec ce dédain pour les primaires et cette suffisance étalée, leurs aspirations de classe, ils nous aident à poser le problème sur son plan social. Nous aussi, nous devons travailler à l'avènement de notre école.

En l'attendant, nous ne voulons pas condamner les jeunes prolétaires à une école et à une culture au rabais. Nous ne sommes pas opposés à tout effort pour aménager mieux l'Université, car nous sommes loin de la trouver parfaite. Mais en qualité d'éducateurs syndicalistes, nous pensons que les progrès ne peuvent venir que de nous-mêmes, de nos propres efforts pour améliorer l'enseignement dans les cadres, sinon dans l'esprit, de l'école bourgeoise. Nous voudrions pouvoir compter sur le syndicalisme ouvrier pour préparer, dès maintenant, sous les formes qu'entrevoyait Albert Thierry, à l'école même et par l'apprentissage, cette future éducation du Travail que nous attendons. Mais l'on sait — et c'est grand dommage — que les syndicats sont, en cela, bien inférieurs à leur mission.

Nous croyons donc que, dans une société formée

de classes antagonistes, l'école unique est un non-sens, une institution viciée en son principe. Elle ne saurait être qu'au service de la bourgeoisie dirigeante. Incapable de masquer le conflit social, elle en subirait elle-même la répercussion.

Nous n'en attendons rien pour une autre raison encore, d'ordre pédagogique celle-ci. Si elle devait comporter une amélioration des méthodes d'enseignement, nous y verrions une étape vers l'école rénovée de plus tard. Mais il n'en est rien. La pédagogie officielle se contente en général de suivre d'assez loin, en matière d'invention, l'initiative des libres chercheurs. Chaque ministre, chaque inspecteur a ses manies favorites, mais de plan d'ensemble, aucun, d'idée neuve, ample et féconde, aucune. L'on s'en tient toujours à cette culture générale encyclopédique, qui veut toucher à tout et qui pousse au verbalisme prétentieux, surtout semble-t-il, dans l'enseignement secondaire. L'on veut toujours mettre d'accord à la fois les partisans des études anciennes et ceux d'une formation scientifique. Aujourd'hui, l'on accordera un avantage aux premiers pour pouvoir demain favoriser les seconds. Cela permet de beaux discours, ma foi, qui conduiront quelque jour à l'Académie. Mais l'on est incapable de sortir de cette impasse.

Ce n'est pas autour d'une illusion sociale, l'égalité possible des écoliers et des hommes dans le monde capitaliste, qu'il faut organiser l'école, mais sur des réalités. L'enseignement doit s'inspirer des besoins d'une classe. Sans avoir à nous demander ce qui conviendrait aux jeunes bourgeois, nous savons bien ce qui conviendrait aux jeunes prolétaires : un système d'éducation fondé sur le travail et organisé autour du travail avec tout ce que cela comporte. Observation de la réalité, du milieu, par un enseignement actif et concret ; formation morale donnée dans la liberté, l'égalité et l'esprit d'association qui ne serait pas comme celle d'aujourd'hui un apprentissage de la vanité, une excitation en petit à l'arrivisme ; enfin, une éducation où le travail serait pleinement à l'honneur et une école généreusement pourvue par une société qui ne lésinerait pas dans cette prise à charge de l'enfant et du jeune homme.

Mais nous n'en sommes pas là. Il nous faut plutôt, sans trop d'illusions, rappeler, nous éducateurs syndicalistes, l'Etat à ses obligations présentes et nous sommes loin d'être libres et d'être aidés dans nos efforts pour rénover l'école, pour perfectionner notre métier.

Une école unique organisée d'en haut et au mépris des réalités sociales, sans idée pédagogique nouvelle, ne saurait être qu'un trompe-l'œil pour la masse, une arme électorale émoussée quand elle est présentée en bloc comme un paradis futur, une occasion de réformettes timides et contradictoires pour les ministres en fonctions qui se taillent dans les vastes projets d'après-guerre de petits brevets de mérite. Il ne peut y avoir de véritable école unique dans une société déchirée par les conflits de classes, aux besoins divers et contradictoires et incapable du reste de faire surgir parmi les hommes une nouvelle civilisation égalitaire et fraternelle qui pourrait seule donner un sens à l'Ecole unique du Travail.

ANTOINE RICHARD.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Zoretti, *Education*, 1918 (Plon, édit.).

Les Compagnons, *L'Université Nouvelle*, 1918 et 1924 (Fischbacher, édit.).

M. Lacroix, *L'Ecole unique*, 1927 (Hatier, édit.).

E. Chauvelon, *La bataille bourgeoise autour de l'école unique en France* (Bulletin de l'Internationale de l'Enseignement, décembre 1926, janvier à avril 1927).

# Parmi nos Lettres

**Rendez-vous en 1938**

La guerre est-elle là ? N'est-elle pas là ? Nous donnons nos raisons. Les ayant données, nous répliquons aux individus qui nous insultent, non par des injures, mais en leur donnant rendez-vous en 1938. Un camarade nous écrit que nous sommes bien bons.

*Louzon m'amuse avec son rendez-vous en* 1938 *à Monmousseau.*

*Il aura tort, même s'il a raison.*

*Il y a quelques mois, je prenais acte auprès de quelques communistes du fait qu'en niant le fascisme pour la France et en dénonçant l'américanisme, la* Révolution Prolétarienne *avait eu largement raison. Croyez-vous qu'ils ont reconnu le fait ? Que non. Ils ont baptisé fascisme cette chose vieille comme le monde : la défense de la classe dominante par la police d'Etat.*

*En 1938, la même farce arrivera à Louzon, Monmousseau appelera guerre l'expédition de Syrie (ce qui est vraiment le signe de la chronicité de la guerre en société capitaliste, mais ce qui n'est pas la guerre dont on parle pour épouvanter les masses !) et le tour sera joué.*

*Et si Louzon insiste trop, Monmousseau ne manquera pas de dire : « Et puis, si la guerre mondiale n'a pas eu lieu, c'est que ma clairvoyance a empêché le danger ! »*

**Une lettre de Saint-Etienne**

Cette lettre a trait à la grève des mineurs de la Loire. Elle est du 14 janvier, c'est-à-dire des tout derniers jours de la grève, la décision de rentrée ayant été prise le 16 :

*La grève « queute ». Seul Saint-Etienne tient le coup. Et encore! Le nombre de jaunes, insignifiant jusqu'à ce jour, s'accroît. A Firminy-Roche, on travaille. Au Chambon-La Ricamarie, ça reprend et aujourd'hui, il n'y a qu'un nombre très peu élevé de grévistes. Ça ne sent plus la grève du tout dans ces deux localités.*

*Je crois qu'on peut considérer la grève comme ayant échoué dès aujourd'hui. Que va faire le S. U. flanqué des Raveau, de Doron, des Chapoton (jeune mineur pour l'occasion, mais teinturier de profession). Maintenir l'agitation à Saint-Etienne, vraisemblablement. Car donner l'ordre de rentrée, ce serait couper court au « vaste plan » d'agitation conçu par le P. C., pour établir son influence dans les centres houillers.*

*La grève non préparée (opinion publique pas préparée) avait déjà peu de chances de succès dans un seul centre. Le moment est propice pour la lutte, je crois, mais pour une lutte nationale, qui englobe tous les mineurs et suppose le front unique réalisé. Or, comment réaliser le front unique avec les injures continuelles de* l'Humanité *contre les confédérés, et la mauvaise foi des militants unitaires qui ne veulent du front unique que pour désagréger les syndicats confédérés.*

*Oh! je ne trouve pas exagérées les insultes à l'égard de Dumont, en ce moment. Car s'il estimait que le moment n'était pas opportun pour attaquer, il n'avait pas à donner des arguments au patronat par ses attaques contre les unitaires.*

*« L'Huma » cherre un peu. Quelle idée doit-on avoir de Saint-Etienne dans les autres centres ? L'état de siège! Voilà bien du nouveau et les Stéphanois ne s'en doutaient pas. Un avion policier, au-dessus de la manifestation du 6? Ça c'est encore plus fort. Un avion a bien survolé Saint-Etienne ce jour-là, mais c'était à l'occasion d'une fête d'aviation. Saint-Etienne avait l'honneur d'avoir le ministre Eynac, et il fallait bien qu'un avion se fît voir. Et « l'Huma » d'aujourd'hui qui parle de la diminution du nombre de renards alors que Le Chambon, La Ricamarie, les forteresses d'autrefois, reprennent à toute allure... C'est y aller un peu trop fort. Le P. C. devrait avoir la pudeur de faire un numéro spécial de « l'Huma », expurgé de ces bobards, pour la région stéphanoise.*

*C'est malheureux de voir ainsi saboter la lutte. Si tous les appointés du parti... comme d'ailleurs les Du-*

*mont et les Morel, devaient passer des semaines sans un sou, en plein hiver, ils ne penseraient peut-être pas à se salir mutuellement. Ceux-ci ne penseraient pas à gêner un mouvement qui, quoique mal lancé, pouvait obtenir quelque chose. Ceux-là, au lieu d'avoir en vue la seule agitation au bénéfice de leur parti, s'efforceraient peut-être de rendre possible le F. U. et de ne rien faire qui puisse donner des armes, des arguments aux patrons.*

*Ce sont les mineurs qui feront les frais de la division.*

**Le P. C. breton n'a pas de chance**

Un camarade du Finistère nous envoie les renseignements publiés par l'*Ouest-Eclair* sur le dégonflage devant le tribunal, de Carré, le secrétaire de la région communiste de l'Ouest. Il y joint quelques commentaires qui méritent d'être reproduits :

*Vraiment le P. C. breton n'a pas de chance. On dirait que tous les chefs se ressemblent et depuis* 1919 *tous ceux qui se sont succédé se valent. Après* Le Troquer, *mouchard de la plus belle eau démasqué par la « Dépêche de Brest »,* Guiban, *de l'A. R. A. C. et du P. C. aux allures les plus louches et parti un beau jour laissant un trou dans la caisse,* Quéméré, *le pauvre diable, noceur, paresseux, fréquentant les policiers, mis en faillite en Quimper et disparu depuis quelques années;* Béors, *vidé et comment, qui n'était pas à une escroquerie près;* Gaonach, *exclu du syndicat de l'Enseignement, (mais encore du P. C. sans doute) parce qu'il avait envoyé l'huissier au trésorier de la Fédération, à l'unanimité et après un réquisitoire implacable de Guéguin, membre du P. C., et enfin pour finir* Le Flanchec, *dont Carré (le dégonflé d'aujourd'hui) écrivait en* 1927, *dans un rapport : « Le Flanchec, un homme ambitieux rapportant tout à lui-même. Uniquement préoccupé de son* moi *et prêt à tout pour arriver à satisfaire ses ambitions électorales et personnelles... Cet homme entouré de gens à tout faire, de conseillers municipaux membres du Parti, qui ont fait le jaune durant la grève des pêcheurs. »*

*N'est-ce pas que la Bretagne (et le Finistère en paricuIier) est bien lotie?... Et dire que ce sont ces individus qui essayent de salir les militants qui ne veulent pas obéir aux ordres de leur parti!*

**Trois formes, trois esprits...**

La dernière étude de Louzon ne manquera pas, comme nous le pensions, de faire discuter et de faire réfléchir. Voici ce que nous dit un camarade :

*Bravo pour l'étude de Louzon : « Trois formes, trois esprits ! »*

*C'est d'une belle clarté. Quel contre-poison à administrer aux lecteurs des « Cahiers du Bolchevisme » et de la « Vie Ouvrière » ; le pathos de ces deux publications me paraît inégalable.*

*(Quand je pense qu'un copain cheminot a pu écrire à Chantesais qu'il préférait le contenu de la V. O. à celui de la R. P. !)*

*Mais l'étude de Louzon a un autre mérite bien plus important. En fait, elle nous pose à nous les hérétiques, à nous les excommuniés, la question suivante :*

*« Voilà trois formes, trois esprits ; quelle forme, quel esprit adoptez-vous pour le mouvement ouvrier français ? Labour Party ? Social-Démocratie ? Internationale Communiste ? »*

*Mais n'existe-t-il pas une quatrième forme, un quatrième esprit : le syndicalisme révolutionnaire ? Incontestablement il subit une éclipse, dans les pays latins où il était né. Mais il est certain qu'un jour ou l'autre il y rebrillera. Sous la même forme exactement qu'autrefois? Il importe peu. Le syndicalisme révolutionnaire était l'héritier direct de l'esprit de la 1re Internationale sans en avoir repris la même forme d'organisation.*

*Nous sommes obligés de renvoyer la publication d'une lettre fort intéressante mais un peu longue, où il est difficile de tailler, sur le monopole des câbles télégraphiques anglais, en réponse à une note parue dans la R. P. du 1er janvier.*

# Notes Economiques

## LA LUTTE DE CLASSES REPREND SA FORCE

Au lendemain de la stabilisation de fait du cours du franc sur le marché des changes, nous avions attiré l'attention sur ce point que l'ère des grandes luttes économiques allait se rouvrir (1).

Pendant les périodes de dépréciation de la monnaie, la question du taux des salaires devient secondaire pour le patronat, car son bénéfice dépend alors beaucoup plus de ce que, par suite de la variation de valeur de l'unité monétaire, les prix ont haussé ou baissé entre le moment où il a payé ses matières premières et celui où il vend sa marchandise, que du fait qu'il a payé comme salaires quelques sous de plus ou de moins, à l'heure.

Aux époques où les prix sont susceptibles de monter ou de baisser de 20, 30, 40 % entre le moment où une fabrication est commencée et celui où elle est achevée, ce n'est pas d'avoir comprimé au maximum les salaires qui empêchera le patron d'être en perte si la variation des prix s'est faite dans le sens de la baisse, de même qu'inversement, même en payant des salaires très élevés, les bénéfices du patron n'en seront pas moins considérables, si la variation des prix s'est opérée dans le sens de la hausse. Dans ces conditions la lutte de l'ouvrier est relativement facile ; ses revendications ne se heurtent pas à une résistance acharnée du patronat ; il peut, sans grandes luttes, maintenir à peu près ses conditions de vie malgré la hausse des prix, et même les améliorer.

Mais le jour où la situation redevient « normale », où, la monnaie cessant de se déprécier, les prix redeviennent stables, tout change. A nouveau, le bénéfice patronal ne dépend plus que du taux des salaires; en conséquence, pour maintenir son niveau de vie l'ouvrier à nouveau est obligé de soutenir des luttes terribles. C'est pourquoi l'ère des grandes et nombreuses grèves s'est réouverte au cours de l'an dernier. Jusqu'à la stabilisation, les profits du capitalisme industriel, par le mécanisme de la dépréciation de la monnaie, étaient faits surtout de l'expropriation des rentiers ; depuis la stabilisation, la bourgeoisie est redevenue un bloc, il n'est plus chez elle de fraction qui tire son profit des dépouilles d'une autre; il n'est plus, pour aucune fraction de la bourgeoisie, d'autre source de profit que l'exploitation du prolétaire; celle-ci reprend donc avec toute sa vigueur; le prolétariat réagit du mieux qu'il peut; la bataille de classes recommence.

Mais, hélas! dans quelles déplorables conditions le prolétariat français aborde-t-il, cette fois, la bataille! La moitié du prolétariat faisant le jaune de l'autre! Deux organisations qui voient dans toute grève, non la défaite à infliger au patron, mais simplement le moyen de manœuvrer et de grignoter l'organisation rivale. Tant mieux que la grève soit perdue, si c'est le syndicat d'en face qui profiterait de la victoire !

Nous voici donc revenus à la situation des années 90, alors que la guesdiste Fédération nationale des Syndicats et l'anarchiste Fédération des Bourses ne voyaient la lutte de classes qu'à travers leurs rivalités particulières. Période d'impuissance ouvrière; période de tranquillité patronale. Cette période n'a

(1) Voir dans la *R. P.* du 1er janvier 1927 : « 1927, année de lutte ! »

pris fin, la classe ouvrière n'a pu prendre une offensive victorieuse, que le jour où, par la constitution définitive de la C.G.T., la classe ouvrière française retrouva à la fois son indépendance et son unité.

Il en sera de même dans les années qui viennent. Nous pensions que 1927 marquerait le retour des grandes luttes économiques; nous nous étions trompés, parce qu'il y a des résistances passives, qu'on n'apprécie jamais suffisamment à leur valeur, qui font que les effets ne se produisent qu'avec un retard, souvent grand, sur les causes qui les engendrent. La fixation du cours de la livre à 124 francs par la Banque de France dès décembre 1926, n'a point produit son effet dans le courant de 1927 comme nous l'avions pensé, mais seulement dans la seconde moitié de 1928 ; pour retardé qu'il ait été, son effet, la reprise des grandes grèves, ne s'en est pas moins inéluctablement produit. Les résistances passives seront peut-être la cause d'un plus grand retard encore, entre le recommencement de l'action ouvrière et le retour à l'indépendance et à l'unité syndicales, mais celles-ci ne s'en produiront pas moins, car, en France tout au moins, elles sont les conditions indispensables à la bataille de classes, et la bataille de classes, tant qu'il y aura des classes, ne saurait disparaître !

⁂

## LE CAPITALISME AMERICAIN TENU EN ECHEC

On avait annoncé dans le courant de cet été que l'Américain Harriman venait de s'emparer de trois des plus grandes entreprises houillères et sidérurgiques de Silésie; nous avions signalé le fait dans une note économique que l'abondance des matières n'a permis d'insérer que tout récemment (1). Le hasard a voulu qu'à peu près exactement au moment où cette note paraissait, on annonçait que la mainmise d'Harriman sur les trois entreprises silésiennes, non seulement n'était pas accomplie, mais, qu'après de laborieux pourparlers, la tentative d'Harriman avait définitivement échoué, et qu'Harriman, furieux, s'en retournait en Amérique. Ainsi, Harriman reste bien encore le roi du zinc silésien, et par là le roi du zinc européen, mais il n'est point parvenu à devenir le roi du charbon et du fer.

Cet échec d'Harriman semble être un fait d'importance.

La Pologne, et particulièrement la Haute-Silésie, a été le champ clos où se sont, depuis la guerre, mesurés les principaux capitalismes étrangers. Pays offrant d'assez grandes possibilités industrielles, mais dépourvu des moyens de les réaliser, tous les capitalismes se disputaient le privilège de le mettre en valeur... et d'en tirer profit. Tout de suite après l'armistice, le capitalisme français, sous les espèces de Schneider particulièrement, s'y montra fort actif, puis, un moment, l'Angleterre sembla l'emporter; mais bientôt l'Amérique arrivait, qui mettait tout le monde d'accord, s'installant en maîtresse à Varsovie. L'actuel échec d'Harriman semble indiquer que l'hégémonie américaine est peut-être sur le point de finir en Pologne, et même en Europe.

Si le capitalisme européen se sent assez fort pour mettre en échec Harriman en Pologne, c'est qu'il commence à se sentir capable de tenir tête désormais, d'une façon générale, au capitalisme américain, qu'il se sent capable de l'empêcher de continuer son œuvre de colonisation de l'Europe. L'antagonisme américano-européen qui, jusqu'ici, n'était guère que latent, va sans doute, de ce fait, commencer à se manifester plus ouvertement.

(1) Voir la *R. P.* du 1er janvier dernier.

⁂

## PARLEMENTARISME ET CHARBON

Ainsi donc, Alexandre de Serbie a fait, lui aussi, son coup d'Etat ! Encore un pays qui passe du parlementarisme à la dictature !

Par une juste ironie, c'est au moment où des tas de gens affirment à tout bout de champ, au nom de Dieu, de Freud, ou de la stupidité bourgeoise, la mort du marxisme, que les événements de chaque jour apportent à celui-ci les confirmations les plus éclatantes !

Le parlementarisme n'est pas, comme le prétendent ces Messieurs démocrates et autres pourfendeurs du matérialisme historique, la forme idéale et définitive de l'Etat ; il en est simplement la forme bourgeoise ; la forme d'Etat qui convient à la bourgeoisie. Il s'ensuit que la condition suffisante, mais nécessaire, pour que dans un pays le parlementarisme vive, est que, dans ce pays, existe une bourgeoisie. Là où est une bourgeoisie industrielle, il y aura parlementarisme, un solide parlementarisme qui ne craindra rien ; là où il n'est pas de bourgeoisie, il ne peut y avoir qu'un pseudo-parlementarisme que le premier vent emportera.

On s'est souvent étonné que la guerre de 1914 se soit terminée à la fois par une grande victoire du régime parlementaire, qui s'établit dans de grands Etats qui en avaient été jusque-là dépourvus, et par une non moins grande défaite du même régime, qui disparaît de pays où il était établi depuis des dizaines d'années. C'est que l'épreuve de la guerre et de l'après-guerre a détruit les résistances passives qui maintenaient le régime politique d'un grand nombre de pays dans un état hors d'équilibre, un état qui ne correspondait point à la situation des classes dans ces pays.

Le premier pays où la bourgeoisie industrielle se développa, fut l'Angleterre ; le premier pays où le parlementarisme fut introduit, celui où le parlementarisme possède encore aujourd'hui ses racines les plus solides et les plus profondes, est l'Angleterre. Le second pays où se développa l'industrie capitaliste fut la France ; la seconde « patrie du parlementarisme » est la France. Telle était encore la situation, en Europe, quelques années avant la fin du XIXe siècle : deux grands pays seuls qui fussent industriels, l'Angleterre et la France ; deux grands pays seuls qui eussent un régime parlementaire sérieux, l'Angleterre et la France.

Les dernières années du XIXe siècle, et surtout les premières du XXe siècle, virent se produire le développement industriel de l'Allemagne ; une puissante bourgeoisie capitaliste se développait dans l'Ouest de cette Prusse qui n'était connue jusque-là que comme le pays des hobereaux; dès lors, le régime de monarchie à moitié absolue, auquel était encore soumise l'Allemagne, devenait un anachronisme; au premier incident il devait être renversé ; la guerre fut cet incident. La République parlementaire s'établit donc en Allemagne et, malgré les terribles difficultés de l'après-guerre, elle put vaincre, relativement facilement, les puissants retours offensifs des hobereaux.

Des différentes parties de l'ancien Empire austro-hongrois, une seule était industrielle : c'était la Tchéco-Slovaquie. Dès la dislocation de l'Empire, les Tchéco-Slovaques établissent donc une République parlementaire, et celle-ci n'a connu depuis lors pas même l'ombre d'un danger : La Hongrie, par contre, était, dans l'Empire austro-hongrois, l'exact opposé

de la Tchéco-Slovaquie : pays sans industrie, pays de culture. De grands propriétaires fonciers et pas de capitalistes industriels. Dès lors, en fait de parlementarisme, c'est la dictature d'Horthy!

D'autre part, sous le prestige de l'Angleterre et de la France, nations riches, puissantes et... parlementaires, des tas de nations, dépourvues, ou à peu près, d'industrie et de bourgeoisie, avaient, avant-guerre, adopté le régime parlementaire; en politique, comme en chapeaux ou en littérature, on suivait la mode de Paris et de Londres. La guerre y rétablit une situation normale, tout comme en Allemagne et en Tchéco-Slovaquie, mais de sens inverse. En Allemagne et en Bohême il y avait une bourgeoisie, et pas de parlementarisme : la guerre y établit le parlementarisme. Dans les pays méditerranéens et balkaniques, il y avait un régime parlementaire, et pas de bourgeoisie : la guerre y détruisit le parlementarisme.

Prenez une carte d'Europe; pointez-y les pays qui possèdent de grands bassins de charbon, charbon pain de l'industrie, base indispensable au développement d'une bourgeoisie industrielle, et pointez-y les grands pays qui sont dotés d'un régime parlementaire : vous constaterez que les deux pointages coïncident. Les grands pays charbonniers, donc industriels, donc bourgeois, sont, en allant de l'Est à l'Ouest: la Tchéco-Slovaquie, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, — c'est-à-dire tous les pays qui sont les actuels et solides piliers du parlementarisme. Pointez maintenant les pays à régime dictatorial, et vous constaterez que ce sont des pays sans charbon. Sans charbon l'Italie; sans charbon l'Espagne; sans charbon le Portugal; sans charbon la Hongrie; et sans charbon aussi... la Yougoslavie. Une seule exception, ou plutôt un cas intermédiaire : l'important bassin houiller allemand de Haute-Silésie est trop nouvellement rattaché à la Pologne pour avoir encore pu servir de base à un grand développement de la bourgeoisie polonaise, d'où le caractère hybride du régime Pilsudski.

⁂

## LES CONCESSIONNAIRES TIENNENT TOUJOURS LE BON BOUT

Lorsqu'un Etat accorde une concession à des capitalistes, c'est une règle absolue que l'Etat se trouve obligé de tenir ses engagements, mais que le concessionnaire, lui, trouve toujours moyen de ne pas tenir les siens, et cela sans dommage pour lui, dès qu'ils commencent à le gêner. Ce n'est là d'ailleurs qu'un cas particulier de cette règle générale; que l'économique tient toujours le politique.

Telle est donc la règle en pays capitalistes ; mais beaucoup de camarades pensaient qu'il pourrait ne pas en être de même dans un Etat « ouvrier ». Du moment que l'Etat était, ou affirmait être, un Etat ouvrier, cet Etat saurait bien, lui, imposer à ses concessionnaires capitalistes, le respect de leurs obligations!

Les conditions dans lesquelles a pris fin, il y a quelques mois, la concession des mines de manganèse du Caucase accordée par l'U.R.S.S. à Harriman, montrent lumineusement, que, comme il fallait bien s'y attendre, il n'en est rien. Quelle que soit l'étiquette de l'Etat concédant, le capitaliste concessionnaire peut impunément, sans encourir les peines portées au contrat de concession, violer ses engagements.

Le contrat de concession d'Harriman lui imposait, en effet, entre autres conditions, celle d'extraire chaque année une certaine quantité minimum de minerai. Si cette condition n'était pas remplie, le concessionnaire encourait la déchéance, c'est-à-dire que l'Etat soviétique reprenait purement et simplement les mines et leurs dépendances, dans l'état où elles se trouvaient.

Or, Harriman, en ayant assez de cette affaire, soit parce que le prix du manganèse était descendu de 21 pences l'unité à 14 pences, et que les bénéfices qu'il réalisait ne lui semblaient plus, de ce fait, suffisants (c'est l'explication donnée par les Soviets (1) ), soit parce qu'il avait besoin d'argent pour ses affaires de Silésie, soit pour toute autre cause, ralentit considérablement son exploitation, et l'extraction tomba au-dessous du minimum fixé. Il n'y avait donc plus qu'à prononcer la déchéance; c'est ce que tentèrent de faire les Soviets. Harriman alors, aussitôt, de brandir la terrible clause du contrat de concession (2) que Lénine n'avait jamais voulu consentir à accorder et que nous avions dénoncée aussi vigoureusement que nous avions pu, à l'époque où la concession fut accordée (3) : celle décidant que toute contestation entre le concessionnaire et l'Etat soviétique serait jugée, non par les tribunaux soviétiques, mais par un tribunal d'arbitrage, composé d'un représentant du concessionnaire, d'un représentant des Soviets, et d'un troisième membre choisi parmi les professeurs de l'Ecole polytechnique de Stockholm, ou de l'Académie des Mines de Fribourg, donc un tribunal à majorité bourgeoise. Un tel tribunal ne pouvait évidemment, en aucun cas, donner tort à Harriman et raison aux Soviets. Il ne restait donc à ceux-ci qu'à passer par où Harriman voulait; c'est ce qu'ils firent. Au lieu de prononcer la déchéance d'Harriman, ils lui *rachetèrent* sa concession, moyennant la somme de 80 millions de francs, somme équivalente, paraît-il, à ce qu'Harriman avait dépensé.

Ainsi, en U.R.S.S., tout comme en pays capitaliste, une concession ne peut être, dans tous les cas, qu'une bonne affaire pour le concessionnaire : si l'affaire donne de gros bénéfices, le concessionnaire empoche les bénéfices, sinon le concessionnaire se fait racheter.

Puisque nous parlons de manganèse, rappelons à ce propos que nous avions dit, toujours à l'époque où la concession a été donnée à Harriman, qu'en outre des gisements du Caucase, la Russie possédait un autre gisement fort important de manganèse, celui de Nikopol, mais qu'exporter le minerai de ce gisement serait « un crime » (2). Les minerais de manganèse de Nikopol, situés à proximité des minerais de fer de Krivoi-Rog, et de la houille du Donetz, constituent en effet avec ceux-ci un ensemble métallurgique extraordinaire, qui n'a pas son pareil dans le monde. Fer, manganèse, charbon sont les trois éléments fondamentaux de la fabrication de l'acier; nulle part ailleurs, ils ne se trouvent réunis dans un si petit espace; exporter ce manganèse, au lieu de le réserver pour l'emploi sur place, est donc une véritable folie, que le tzarisme lui-même n'a pas commise: ...les Soviets sont en train de la commettre. Dans l'impossibilité où la politique koulakiste les a mis de continuer à exporter du blé, il leur faut exporter n'importe quoi! ils exportent donc en masse actuellement le manganèse de Nikopol, n'hésitant pas ainsi à compromettre l'avenir de ce qui constitue pourtant leur seule base pour devenir un pays de grande industrie : le bassin du Donetz.

R. LOUZON.

---

(1) Voir la *Vie Economique des Soviets* du 15 septembre 1928, page 26.

(2) Voir la *R. P.* de septembre 25, page 27, et la *R. P.* d'avril 26, pages 20 et 22.

(3) Voir la *R. P.* de novembre 25, page 28, note 1.

LA
# RENAISSANCE DU SYNDICALISME

## Lettre ouverte à un camarade de Meurthe-et-Moselle sur l'unité syndicale

Je ne veux pas laisser sans réponse votre lettre du 10 janvier, moins pour vous faire revenir sur votre désabonnement, que je regrette fort cependant, que pour discuter les raisons que vous en donnez.

Vous dites :

Abonné à la R. P. depuis sa fondation, j'avais le ferme espoir de la voir contribuer au rapprochement des forces syndicalistes désagrégées.. Après quatre années d'existence, je constate que le but n'a guère été atteint ; au contraire, le fossé qui sépare les organisations syndicales s'est encore élargi et approfondi, au lieu de se combler.

Apporter des critiques à l'action des uns et des autres est chose assez facile, mais cela ne donne pas de résultats tangibles, souvent même cela ne sert qu'à augmenter les antagonismes.

Que les travailleurs avertis luttent surtout dans leurs organisations syndicales contre toutes les déviations ; c'est là qu'ils feront la meilleure besogne, semble-t-il.

J'ai donc le regret de cesser mon abonnement.

Vous nous quittez pour vous replier sur vos organisations, sans doute votre syndicat, votre Union départementale. J'ai grand peur que ce repli, « pour faire la meilleure besogne », ne cache en réalité un profond découragement, un renoncement à la lutte pour l'unité. Et pas simplement le vôtre, à vous et aux militants inconnus de votre genre, mais celui de la plupart des camarades de Meurthe-et-Moselle, surtout celui des militants qui sont à la tête de votre Union départementale.

⁂

Vous replier davantage ? Mais ne vous êtes-vous pas trop repliés déjà, progressivement, depuis quatre ans ?

Je ne veux pas remonter à ce que vous auriez pu faire en 1921, vous, c'est-à-dire l'U. D. de Meurthe-et-Moselle. Il aurait peut-être suffi que vous vous dressiez alors contre les scissionnistes de droite et de gauche pour empêcher la scission. Après, dans plusieurs congrès ou comités confédéraux, vous avez été presque seuls à réclamer le retour à l'unité. Mais du jour où vous n'avez plus été seuls, comme si vous aviez été à bout de souffle, on ne vous a plus entendus. Vous avez laissé le Doubs s'époumonner, jusqu'au jour où Jeannin, lui aussi, n'a plus rien dit.

Rappelez-vous le dernier congrès confédéral de Bullier. Chacun attendait, à côté de la résolution Paris-Rive-Droite, une résolution de la Meurthe-et-Moselle, exprimant les points de vue qu'elle avait défendus dans son *Réveil ouvrier*. Pas de résolution. Plus grave, pas la plus petite intervention des délégués de Meurthe-et-Moselle.

Depuis, votre U. D. n'a pas retrouvé la parole. Est-ce là ce que vous appelez lutter contre toutes les déviations et travailler pour l'unité?

Je sais ce que vous pouvez m'objecter. Les accusations lancées contre Jacquemin à propos du lock-out des dockers de Dunkerque et le travail des unitaires en Meurthe-et-Moselle même vous ont cassé les bras.

Je vous le concède. Mais n'étiez-vous pour l'unité que parce qu'elle n'était pas complètement brisée dans votre département? Pensiez-vous qu'il n'y avait ni cailloux ni ronces sur le chemin de l'unité? Vous imaginiez-vous que le chemin était court?

Au lieu de vous stimuler, les difficultés vous ont découragés. Pourtant, plus la scission dure, plus la classe ouvrière est impuissante. Vous vous en rendez compte chaque jour en face de votre patronat métallurgiste. Donc plus il faut que les militants sérieux s'acharnent à ramener l'unité.

⁂

Voyons comment se présente aujourd'hui ce problème.

Jamais le fossé n'a semblé plus infranchissable. Les polémiques font rage. Les dirigeants des deux C. G. T. ne veulent pas entendre parler d'unité. De chaque côté, quiconque ose en parler est considéré comme un traître, comme un agent de la maison d'en face.

Dans la C. G. T. U., depuis le dernier congrès de l'I. S. R., il faut dénoncer sans arrêt la trahison des réformistes. Et pour mieux pouvoir la dénoncer s'ingénier à la provoquer. Quiconque rechigne à ce mot d'ordre est un contre-révolutionnaire.

Dans la C. G. T., on est encore tout fier d'avoir brisé au congrès de Bullier tout courant favorable à l'unité. On a pu dire alors au patronat : « Vous aviez peur de conclure avec nous des contrats, sous prétexte que nos organisations pourraient passer aux mains d'énergumènes révolutionnaires. Vous voyez ce qu'ils pèsent! » En outre, jusqu'à ces temps derniers, on attendait merveilles des assurances sociales; on voyait des millions d'assurés entrer dans les syndicats confédérés.

Pour chaque C. G. T., l'unité n'est possible que dans son cadre. La C. G. T. U. espère grandir en recrutant, à coups de grèves, parmi les syndiqués confédérés dégoûtés de leurs dirigeants, mais surtout parmi les ouvriers inorganisés désireux de revendiquer. La C. G. T. espère grandir, elle, en recueillant certes les unitaires fatigués ou écœurés, mais surtout les ouvriers qui pensent que d'habiles négociateurs peuvent leur mettre dans l'assiette des alouettes toutes rôties.

C'est cela que l'une et l'autre appellent l'unité, alors que c'est la guerre entre organisations.

La 3e C. G. T. est morte ou n'en vaut guère mieux. Mais des syndicats assez nombreux se sont mis à l'écart des deux C. G. T., se réfugiant dans un corporatisme évidemment sain, mais étroit, niant l'utilité des Fédérations d'industrie, disant comme le puissant syndicat des maçons de Lyon, qu'elles sont la plaie du mouvement ouvrier.

Depuis le fiasco de la résolution Paris-Rive-Droite, c'est-à-dire depuis bientôt deux ans, on désespère de revoir l'unité. A tort à mon sens.

Du côté de la C. G. T. U., on a dit à d'autres moments qu'on n'avait plus rien de commun avec les bourgeois de la rue Lafayette. Puis on a dit autre chose. On le redira.

Du côté de la G. G. T., si l'on mise toujours sur la désagrégation de la C. G. T. U. ou sur sa dissolution, on est obligé d'en rabattre de bien des espoirs. Le patronat n'a accordé aucun de ces contrats collectifs que l'on faisait miroiter il y a deux ans. Quant aux assurances sociales, là encore déception terrible; les millions d'assurés, au lieu de passer sous la bannière syndicale risquent de passer sous la bannière mutualo-patronale.

L'état d'esprit des dirigeants confédérés les plus hostiles à l'unité ne les empêche pas d'écrire des choses dans ce goût : « *Une sorte de fatalisme semble paralyser les travailleurs. Chacun déplore la situa-*

*tion dans laquelle nous nous trouvons, et rares sont ceux qui essayent de réagir. Les travailleurs, en leur majorité, attendent confusément que quelque chose ou quelqu'un apporte la solution à leurs difficultés. C'est ce qui explique l'inaction apparente de notre mouvement.* »

Elle n'est pas qu'apparente l'inaction; elle est réelle. Ce qu'attendent confusément les travailleurs, c'est l'unité syndicale, l'unité que leurs dirigeants syndicaux ne songent guère à leur donner. Ils attendent que réformistes et révolutionnaires trouvent un autre ton pour débattre leurs différends de conception, qu'ils trouvent le moyen de s'entendre en face du patronat pour les revendications journalières, qu'ils finissent par conclure un mariage de raison.

⁂

C'est ce que nous disons depuis toujours. Et pour l'avoir dit sans arrêt nous somme la cible qui concentre les haines des fanatiques des deux C. G. T.

Mais nous sommes seuls à le dire tout haut. Beaucoup qui le pensent n'osent le dire de peur de se faire regarder de travers. Il y a toute une variété de militants à qui il suffit qu'on dise : « Ah! oui, vous vous laissez mener par la *Révolution Prolétarienne* », pour qu'immédiatement ils agissent autrement qu'ils ne pensent. Et pour qu'ils répliquent : « Vous allez voir si je m'en laisse conter par ces gens là! » Et une potée d'injures de nous tomber sur le crâne. Quelquefois aussi un désabonnement.

Nous ne nous sommes jamais fait beaucoup d'illusions. Cependant, nous ne pensions pas qu'il y ait aussi peu de vrais amis de l'unité dans les deux C. G. T. Nous en cherchons. Nous n'en trouvons guère qui veuillent servir l'unité et non se servir d'elle, l'utiliser comme une arme contre l'une ou l'autre C. G. T. Nous avons refusé de participer aux soi-disant « Amis de l'Unité » qui n'étaient qu'un camouflage du parti communiste. Nous entendons n'être pas plus employés par la C. G. T. U. contre la C. G. T. que par la C. G. T. contre la C. G. T. U. Nous voulons non la victoire de l'une sur l'autre, mais la fusion des deux, la tolérance entre les tendances dans la même maison, le travail en commun, comme dans la C. G. T. d'avant guerre entre réformistes et révolutionnaires. Cela nous est égal de voir les réformistes à la tête de la C. G. T., s'ils sont la majorité. Nous leur demandons simplement la même liberté qu'ils possédaient quand les révolutionnaires étaient à la tête de la C. G. T.

Critiquer comme nous le faisons n'est pas aussi facile ni aussi inutile que vous le pensez, mon camarade. Surtout, cela n'augmente pas les antagonismes. Cela les rend visibles, ce qui n'est pas la même chose. Comment les résoudre si des malins s'obstinent à les cacher et des naïfs à ne pas les voir!

Bien sûr qu'il faut travailler pour l'unité et contre les déviations dans son organisation, et pas seulement en bas, au syndicat, mais à tous les échelons, à son Union départementale, à sa Fédération, dans sa Confédération, dans son Internationale. Mais il faut aussi que les vrais amis de l'unité se sentent les coudes d'une C. G. T. à l'autre.

L'un des signes qui tromperont le moins sur l'approche de l'unité, ce sera de voir grandir la *Révolution Prolétarienne*, ce sera de voir la Ligue syndicaliste englober tous les militants, y compris ceux de Meurthe-et-Moselle, décidés à réaliser ce qu'attendent confusément les travailleurs.

En nous quittant, vous ne partez pas travailler plus utilement en faveur de l'unité syndicale; vous lui tournez le dos.

Pierre MONATTE.

# La quinzaine syndicaliste

## Résultats d'une tactique

La solidarité ouvrière n'a pas eu le temps, hélas! d'entrer en jeu pour aider les mineurs de la Loire, du Gard et de l'Aveyron à vaincre, comme je le souhaitais, la dernière quinzaine. D'abord dans la Loire, puis dans le Gard et dans l'Aveyron, le travail a été repris, la grève a échoué. Partie le lendemain de Noël, la grève de la Loire battait de l'aile dès le 10 janvier. Le Gard était parti le 2, l'Aveyron, le 11, tous deux sont rentrés le 22.

La grève partait dans l'Aveyron juste au moment où elle flanchait dans la Loire; cela a dû agir comme une douche sur les nouveaux grévistes. C'est encore une fois l'histoire des « vagues d'assaut ». La seconde « vague » part quand la première retombe. Aussi, elle tarde encore moins à retomber à son tour. Voilà des années que l'on parle, dans la C. G. T. U. de stratégie des grèves, mais l'on continue à ne tenir aucun compte de leçons pourtant dures et répétées.

Les départs successifs ont-ils nui au succès ? C'est une première question qui se pose.

A en croire les rédacteurs de l'*Humanité*, la trahison des confédérés serait la seule cause de l'échec. Il doit cependant y avoir autre chose puisque le rayon de Saint-Eteinne du parti communiste, réuni le 20 janvier, a exclu quatre membres du Parti, quatre militants du Syndicat Unitaire des Mineurs; Nicolas Giraud, délégué mineur à Saint-Etienne; Servel, délégué mineur à La Ricamarie; Jourjon, secrétaire de la Caisse de Secours de La Ricamarie; Deville, délégué mineur à Roche-la-Molière :

Je recopie dans l'*Humanité* les raisons de cette quadruple exclusion :

« Ayant un poste de direction dans le syndicat des mineurs, ont fait preuve, au cours de la grève, d'un défaitisme démoralisant.

« N'ont jamais eu confiance dans la volonté de lutte des mineurs. A aucun moment, ils n'ont tenté de prendre la direction de la lutte et d'entraîner les masses à l'action.

« Leur pessimisme et leur opposition aux méthodes qui auraient permis de donner à la grève une allure plus vigoureuse ont aidé en fait à la désagrégation du mouvement.

« Ils ont ainsi fait la preuve qu'ils n'avaient plus rien de commun avec des militants révolutionnaires. »

Défaitisme et pessimisme dans les propres rangs des grévistes, chez des militants influents, cela ne pouvait conduire au succès. Si ce défaitisme et ce pessimisme existaient au déclanchement de la grève, comme semble l'indiquer la phrase : « N'ont jamais eu confiance dans la volonté de lutte des mineurs », il était risqué de partir avec un tel abcès au flanc. Pourquoi est-on parti ?

Quant à l'opposition à certaines méthodes, il faut savoir de quoi l'on veut parler. Si c'est d'une opposition à la nouvelle tactique, dite de « front unique », de la C. G. T. U., comme cette opposition paraîtrait justifiée!

Ils sont fous, ceux qui pensent conduire une grève au succès sans qu'un accord ait été préalablement établi entre les deux organisations ouvrières existantes, sans que l'unité de la classe ouvrière ait été rétablie pour l'action.

Quand Thorez écrit dans l'*Humanité* que le problème de chaque grève c'est la lutte contre l'organisation confédérée; quand Monmousseau lui donne la réplique dans la *Vie Ouvrière*, tous deux comme atteints d'une nouvelle espèce de « maladie infantile », tous deux piétinant le front unique, vrai, réel, étonnez-vous que des mouvements de grève conduits par de si brillants tacticiens aillent à l'échec.

Je suis loin de penser que les confédérés ont fait leur devoir dans ces grèves de mineurs. Mais je crains que l'échec de ces grèves soit surtout dû à la tactique anti-unitaire adoptée par la C. G. T. U. depuis le dernier Congrès de l'I. S. R. Cette tactique correspond à merveille à l'opposition constante des chefs confédérés au front unique. Comment la classe ouvrière aurait-elle confiance dans sa force quand ses deux organisations syndicales ne pensent qu'à s'entre-dévorer, au lieu de s'unir contre le patron ?

**Demande à la C. G. T. U.**

Dans son article intitulé « Assez de scissions ! » (n° 71 de la *R. P.*), notre camarade Moiny écrivait :

« Ah ! si les syndicalistes révolutionnaires étaient restés, malgré les exclusions et luttant contre les exclusions, quelle majorité ils auraient aujourd'hui dans la C. G. T. unique! »

C'est au Congrès unitaire de Paris, organisé par la minorité de la C. G. T., en fin 1921, que le problème évoqué par Moiny se posa devant les syndicalistes-révolutionnaires. C'est à ce Congrès que naquit la C. G. T. U.

Notre documentation syndicale comporte sur ce point une grave lacune : la sténographie des débats de ce Congrès n'a pas été publiée comme le sont celles de tous les Congrès confédéraux.

Si les débats furent sténographiés, la sténographie doit avoir été conservée à la C. G. T. U. Il faut se retourner de son côté et lui demander d'en assurer la publication, car cet épisode du mouvement syndical français ne doit pas demeurer obscur.

**NOTES ET REMARQUES**

× × *L'Humanité* nous a appris qu'au Congrès de la Ligue anti-impérialiste, à Cologne Herclet avait donné l'adhésion de la C. G. T. U. à cette ligue. Mais *L'Humanité* ne nous a pas encore appris où et par qui cette adhésion avait été décidée.

× × « Un danger réformiste » menacerait le Syndicat Général Industriel, la Centrale tchécoslovaque adhérente à l'I. S. R. Des militants des Produits Chimiques et des Métaux se seraient opposés à la « réorganisation » du S. G. I. Cette réorganisation serait-elle menée aussi stupidement et aussi mécaniquement que la prétendue réorganisation de la C. G. T. U. ?

M. CHAMBELLAND.

---

# La causerie de la Ligue sur la conciliation et l'arbitrage

Le dépôt par le gouvernement d'un projet de loi instituant la procédure obligatoire de conciliation en matière de conflits du travail donnait à notre causerie du 22 janvier un caractère d'actualité. Pourtant, il faut regretter l'absence de pas mal de camarades ; bien sûr, ce n'était pas une affaire de tendance qui était à l'ordre du jour. Mais ceux qui croiraient pouvoir négliger la question de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires commettraient une grave erreur.

Monatte, qui préside, remercie le camarade Bourderon, le vieux militant du Tonneau, d'avoir répondu à l'invitation qui lui avait été faite d'apporter son point de vue. Des autres militants confédérés spécialement invités, seul Buisson, des Employés, s'était excusé.

Chambelland exposa le projet gouvernemental, qui n'est pas encore connu, mais dont une note officielle a résumé les principales dispositions. Il semble qu'on veuille rendre la procédure de conciliation obligatoire avant toute cessation du travail, tandis que dans son projet, la C. G. T. la prévoyait aussi bien après qu'avant. Il montre que le point est important, car le patronat recherche deux avantages : l'endiguement des grèves et la disparition de leur soudaineté. Or, la classe ouvrière doit conserver son droit de grève et rester libre de suivre le conseil de **l'Internationale** : « Battons le fer quand il est chaud. » Il ne voit pas le moyen de séparer la conciliation de l'arbitrage. L'un conduit à l'autre.

Bourderon développe son expérience des grèves ; il en a vu de tous les genres. Il croit que ce serait un avantage pour la classe ouvrière de disposer d'un texte qui obligerait le patronat à discuter avec elle en cas de conflit. Favorable à la conciliation, il se prononce contre l'arbitrage obligatoire.

Glozman, des services publics confédérés, rappelle que sa Fédération a condamné la résolution des Employés qui déniait le droit de grève aux travailleurs des services publics ; cependant il accepterait la procédure de conciliation obligatoire pour éviter la « gymnastique des grèves ».

Bert, des communaux confédérés, repousse la procédure obligatoire de conciliation avant toute cessation du travail; il cite un exemple de victoire obtenue par une action soudaine. Conciliation et arbitrage sont liés. On ne peut désirer l'une et repousser l'autre. Il faut être contre les deux.

La causerie se termine par des interventions de Nicolas et de De Groote et quelques mots de réponse de Chambelland.

La collecte pour couvrir les frais produit 56 fr. 25.

---

# La mise à l'index menacée

Le Tribunal de Lyon a rendu dernièrement un jugement qui doit être vigoureusement dénoncé.

Un industriel verrier de Rive-de-Gier ayant violé une convention collective de travail, son personnel se mit en grève. Pour avoir raison du mouvement, ce patron imagina de faire exécuter ses commandes en cours par une verrerie de Givors. La Fédération des verriers le sut; elle invita les verriers à ne pas se diriger sur Givors.

La maison de Givors, ainsi mise à l'index, assigna devant le Tribunal du Rhône le Syndicat de Lyon, sous prétexte qu'il avait approuvé et publié cette mise à l'index.

Devant le Tribunal, le Syndicat justifiait son attitude en disant qu'il était intervenu dans l'intérêt de la grève de Rive-de-Gier dont le succès intéressait toute la corporation, puisqu'elle était faite pour obtenir le respect d'une convention collective de travail.

Il offrait aussi de prouver que la maison de Givors avait non seulement accepté d'exécuter les commandes de l'usine en grève, mais encore que par camion elle avait reçu toutes les matières premières de la maison de Rive-de-Gier.

Mais, conformément aux conclusions du Procureur de la République, et malgré la plaidoirie de Me Le Griel, le Tribunal refusant toute enquête, a condamné le Syndicat de Lyon à payer au patron de Givors, une première somme de 20.000 fr. à titre de dommages-rêts, nommant un expert pour rechercher le surplus du préjudice que la mise à l'index a pu causer à ce patron.

Et, déniant en fait tout droit de mise à l'index aux Syndicats, le Tribunal a déclaré que ceux-ci ne peuvent user de ce moyen contre un patron qui n'est pas directement en conflit avec ses ouvriers.

Pratiquement, ce jugement supprime aux organisations ouvrières une des rares armes que la légalité bourgeoise leur avait concédées.

La Fédération du verre a fait appel ; il importe de mobiliser l'opinion ouvrière contre une si grave atteinte aux droits des Syndicats.

---

**POUR LES GREVISTES D'HALLUIN**

*Quatrième liste de la Ligue Syndicaliste :* Moraine, 10 fr. ; Van Hollebecke, 10 fr.; Busseuil, 10 fr.; Roseline et Jean, 20 fr.; Mahouy, 10 fr.; total : 60 francs.

# FAITS & DOCUMENTS

## Les Faits de la quinzaine

VENDREDI 11 JANVIER. — Les mineurs de l'Aveyron entrent en grève; dans le Gard, les artilleurs, sympathiques aux grévistes, sont remplacés par des gardes mobiles.

— Poincaré obtient 70 voix de majorité à la Chambre.

*Pologne.* — La police tue trois ouvriers forestiers grévistes.

SAMEDI 12. — L'indice des prix de détail est en hausse de 11 points.

LUNDI 14. — *Afghanistan :* Abdication du roi Amanoullah.

MARDI 15. — Les mineurs reprennent le travail à La Ricamarie et au Chambon-Feugerolles.

MERCREDI 16. — Le Comité de grève décide la reprise du travail dans tout le bassin de la Loire.

*Allemagne.* — A la Conférence de la Ligue anti-impérialiste à Cologne, discours de Melnitchanski contre Cook.

JEUDI 17. — Interpellation à la Chambre sur la politique sociale du gouvernement.

— Loucheur dépose son projet de loi sur la conciliation obligatoire.

SAMEDI 19. — On apprend qu'une révolte aurait éclaté récemment au Congo.

DIMANCHE 20. — Le Parti communiste exclut quatre militants des mineurs de la Loire.

*Pologne.* — La Pologne accepte de négocier avec l'U. R. S. S., pour la mise en vigueur du Pacte Kellogg entre les deux pays.

LUNDI 21. — Les mineurs du Gard et de l'Aveyron décident la reprise du travail.

MARDI 22. — Nombreux licenciements dans le Gard et dans l'Aveyron.

— Une Société sucrière a détourné 80 millions au préjudice de l'Etat.

*Allemagne.* — Le Tribunal d'Empire annule la sentence que le ministre du Travail avait rendue dans le conflit de la Ruhr avant l'arbitrage de Severing.

MERCREDI 23. — *Angleterre :* Le Congrès du Parti communiste se divise sur la question de « l'aile gauche » du mouvement syndical.

*U. R. S. S.* — La presse annonce l'arrestation de 150 « trotskystes ».

JEUDI 24. — Débat parlementaire sur l'Alsace-Lorraine.

VENDREDI 25. — Comparution en correctionnelle du mécanicien Uguen, pour la catastrophe du Mans.

— Le Sénat vote le renouvellement du privilège de la Banque de l'Afrique Occidentale française.

---

**Les perspectives de guerre du mémorandum Grœner**

La publication, par la *Review of Reviews*, du 15 janvier, du memorandum du général Grœner, ministre de la défense du Reich, a fait grand bruit. On sait que ce mémorandum secret avait été établi, en novembre 1928, pour justifier la construction du croiseur. Reproduisons les passages dans lesquels sont examinés les cas où les forces armées de l'Allemagne pourraient entrer en jeu:

Toute idée d'une grande guerre est hors de question. Il est impossible à l'Allemagne d'en faire une, puisqu'elle est désarmée, conformément aux injonctions du traité de Versailles.

Une guerre séparée avec un Etat plus petit n'est pas non plus concevable aujourd'hui. Etant donné les nombreux traités et accords, il faudrait compter avec l'intervention immédiate de grandes puissances.

.........................................................

*Premier cas : Résistance à un acte de brigandage territorial.* — Nos forces armées ont à empêcher un coup de main sur le territoire allemand et à garder la frontière jusqu'à ce que la Société des Nations ou une grande puissance intervienne en faveur de l'Allemagne.

De tels cas ont été fréquents depuis la grande guerre : l'Italie a pris Fiume pendant l'armistice, la Pologne a pris Wilna, la Lithuanie a pris Memel, au moyen de coups de main. Dans chaque cas, le but du raid était de créer un fait accompli; et son effet a été que la saisie est devenue une possession assurée.

L'attitude de la Pologne prouve d'autre part, que ce cas peut se produire. Nul n'ignore combien la Pologne a faim de territoires en Prusse orientale ou en Haute-Silésie, et combien sa politique est active... Suivant des renseignements sûrs, une instruction militaire active d'éléments civils se poursuit à l'intérieur des frontières polonaises. En septembre dernier, elle s'est accompagnée de manœuvres en Pomérélie, sous une direction militaire et avec la participation de troupes régulières. Même des sujets allemands de race polonaise ont été appelés sous les drapeaux, et, au terme de leur instruction, visant apparemment à leur faire exécuter des actes de sabotage, ont été renvoyés en Allemagne.

Ces indices montrent que, du point de vue économique aussi bien que par leur action sur les habitants, les Polonais sont en train de créer un tremplin pour une agression.

*Deuxième cas : Protection de la neutralité et des intérêts de l'Allemagne dans un conflit entre puissances étrangères.* — Les traités qui ont mis fin à la guerre ont transformé le monde de force. Les frontières politiques sont des blessures ouvertes, et des conflits d'intérêts économiques sont partout déchaînés entre les nouveaux Etats. Il en résulte que l'Allemagne, depuis 1918, est entourée de tensions et de luttes graves. Pendant la guerre russo-polonaise (de 1920), un heureux sort nous a épargné de voir la lutte se poursuivre sur notre propre sol, lorsque des sections de l'armée russe se sont laissé désarmer sans résistance en Prusse orientale.

La tension entre la Tchécoslovaquie et l'Italie, entre l'Italie et la Yougoslavie, entre la Pologne et la Lithuanie, avec la Russie à l'arrière-plan, n'ont laissé aucune paix à l'Europe.

L'antagonisme entre l'Angleterre et la Russie est bien connu. Les révélations des dernières semaines illuminent comme d'un faisceau de lumière le groupement à venir des puissances autour de l'Angleterre et de la France d'une part, autour de l'Amérique d'autre part.

La solution de ces antagonismes par la guerre n'est qu'une question de temps; et l'Allemagne, peuple de 60 millions d'habitants au milieu de l'Europe, court le plus grand risque d'être entraînée dans le conflit.

Si nous ne voulons pas que notre neutralité soit violée et que la querelle soit vidée sur notre territoire, nous serons forcés de défendre notre neutralité par les armes. Bien plus, si nous ne voulons pas que les belligérants foulent aux pieds nos multiples intérêts économiques et culturaux, qui dépassent nos frontières, nous devons nous mettre en mesure de soutenir fortement nos intérêts.

Il faut aussi réfléchir à l'éventualité que voici. L'Allemagne ne peut prendre part à un conflit que s'il présente de réelles perspectives de succès. Si de telles perspectives n'existent pas, soit par suite de la situation de l'Allemagne, soit à cause du développement des puissances belligérantes, nul homme d'Etat responsable ne songera à exposer le peuple allemand à des sacrifices de sang, et à le plonger à nouveau dans le chaos. Mais, s'il y a des chances de succès, plus l'Allemagne sera forte, plus elle sera capable de les réaliser.

***

**Expulsions de militants dans le bassin de Briey**

La répression reprend dans le bassin de Briey; dans le *Réveil Ouvrier* de Nancy, L. Médard donne les renseignements suivants:

Un assaut est lancé contre le Syndicat régional des Mineurs confédérés de l'Est, lequel, depuis un certain temps déjà, avait déposé des revendications, dont les exploitants n'ont jamais voulu tenir compte.

La première des preuves réside dans l'expulsion de notre vieux camarade Gambieri, qui a commis le seul crime, et ceci sur mandat du Syndicat régional des

Mineurs confédérés, de distribuer des tracts aux mineurs de la mine de Jœuf, fief de de Wendel.

Après le meurtre du curé Caravadossi et la mobilisation fasciste qui eut lieu à Jœuf, se déclenche une répression féroce. C'est d'abord l'expulsion de notre camarade Piedini, propagandiste italien du Syndicat régional, pour avoir, lui aussi, distribué des tracts. Expulsion voulue, paraît-il, d'après les déclarations d'un fonctionnaire, pour enrayer l'action envisagée par le Syndicat des Mineurs.

En prévision du mouvement de grève générale, qui aurait mis aux prises plusieurs milliers de travailleurs, contre les magnats de la mine, il fallait bien tranquiliser ces messieurs. C'est pourquoi on a fait agir la police. Pour quelles raisons le Comité des Forges a-t-il attendu jusqu'à maintenant pour faire prononcer l'expulsion de Piedini, alors qu'il était délégué à la propagande depuis avril 1926 et qu'en 1925, il nous secondait déjà dans la propagande.

Pourquoi ne l'ont-ils pas fait, au mois de juillet 1926, lors de la grève de 24 heures?

En agissant ainsi, la police, les pouvoirs publics et le patronat ne sont pas arrivés à leurs fins, ceux qui sont qualifiés pour prendre des décisions sont toujours là, et le mouvement de grève générale n'est pas assassiné, car la colère ne fait que croître, et la volonté de lutte s'affirme de plus en plus.

⁂

**Les beautés du resserrement syndical** Le secrétaire du syndicat lyonnais des monteurs électriciens relate ainsi, dans l'*Effort* de Lyon du 15 janvier, les déboires de son organisation au sein du syndicat régional du bâtiment :

Jusqu'en 1926 le syndicat des Monteurs Electriciens a oscillé entre 140 et 150 membres. En 1927 lorsque se créa le syndicat régional, avec beaucoup de propagande nous pûmes distribuer 120 cartes dans l'année, et vendre 400 timbres, soit 3 et demi par adhérent ; du début de l'année 1928, jusqu'à notre décision d'autonomie, nous eûmes 27 renouvellements ou adhésions nouvelles.

Est-ce de notre faute si les copains ont perdu confiance dans la C.G.T.U.? Est-ce de notre faute si dans les quelques mois que nous restâmes au Syndicat Régional Unitaire, celui-ci fit 11.000 francs de dette envers la fédération et l'U. R.?

Est-ce encore de notre faute si dans les mêmes conditions le syndicat des menuisiers a vu sa caisse se volatiliser et ses adhérents passer de 400 à 60 adhérents environ ?

Est-ce sur notre pression que les Terrassiers unitaires se sont aussi retirés du syndicat régional ! Peut-on nous accuser de cela ? Non !

La faute est aux dirigeants du Syndicat régional Unitaire qui n'ont pas compris leur tâche. Alors qu'ils auraient dû concentrer leurs efforts sur la propagande locale et remonter les syndicats, ils ont battu la région, créant des sections fantômes, allant jusqu'au fond du département de Saône-et-Loire, faisant des adhérents qui revenaient à 400 francs par tête et dont beaucoup n'ont pas continué à payer leurs cotisations. Ils ont oublié que les petites bourgades ne sont que le réflexe des grands centres. Si ceux-ci sont inorganisés il n'y a pas possibilité d'organiser les autres. Et c'est l'origine du déficit et des dettes.

⁂

**L'exclusion de Boin** Bien qu'elle soit l'organe central du parti communiste, l'*Humanité* se garde de publier toutes les décisions de sa Commission Centrale de Contrôle. En voici une, prise le 2 janvier, qui prononce l'exclusion de Maurice Boin, l'administrateur de l'organe communiste de Bourges :

Attendu que le camarade Boin, à l'insu et contre la volonté du P. C. a effectué le paiement d'une amende... mettant ainsi le P. C. dans une situation fausse;

Attendu que Boin, après avoir donné sa démission et promis de se conformer à la décision du C. R., le privant de toute fonction, n'a pas tenu ses engagements;

Attendu qu'en dépit de ses promesses, Boin s'est livré à des tentatives de travail fractionnel, à un dénigrement systématique des militants responsables de la Région du Centre et à un véritable sabotage du travail du P. C.;

Attendu que Boin est signalé comme étant en liaison étroite avec des adversaires du P. C.;

Attendu que Boin a refusé formellement et par écrit de se soumettre à la juridiction de la C. C. C. P. du P.C.;

Attendu qu'il ne s'est pas présenté devant le secrétariat du P. C. dont il avait pourtant lui-même réclamé une audience.

La C. C. C. P. a, pour ces motifs, décidé d'exclure du P. C. le camarade Boin en raison de son attitude manifestement anti-communiste.

⁂

**L'arbitrage de Sévering dans le conflit de la métallurgie allemande** Les remarques qu'inspire à l'I.T.F., l'organe de la Fédération internationale des Transports, la sentence arbitrale du ministre socialiste Sévering dans le dernier conflit de la métallurgie allemande, méritent d'être enregistrées :

Le ministre allemand de l'Intérieur a rendu le 21 décembre dernier, une sentence arbitrale dans le conflit sévissant dans la métallurgie allemande. Vu que le jugement ne comporte pas de confirmation de la sentence arbitrale du 27 octobre qui fut déclarée obligatoire, on peut dire que les magnats de la métallurgie et de la sidérurgie allemande ont, dans les grandes lignes, atteint leur but. Il est vrai que le jugement prescrit au patronat le devoir de payer pendant la période allant de la reprise du travail jusqu'au 31 décembre 1928, les salaires qui avaient été prévus dans cette sentence, mais lorsqu'on considère que l'ensemble de la nouvelle réglementation est valable jusqu'au 1er octobre 1930, on peut apprécier à sa juste valeur l'importance de cette disposition. Le jugement ne fait aucune allusion à une continuation du salaire pendant la période du lock-out.

Les sursalaires ont été sensiblement réduits. La réglementation des heures de travail est, par contre, plus favorable, mais la réduction des heures n'est compensée que pour 50 ou 60 %.

Reste à savoir quel va être le développement de la procédure d'arbitrage en Allemagne. Lorsqu'on répond par un lock-out à une sentence déclarée obligatoire, le gouvernement capitule. Que se serait-il produit si les ouvriers s'étaient opposés à la sentence et avaient proclamé une grève, en dépit de la sentence obligatoire ? Dans ce cas, la fortune de l'organisation aurait été rendue responsable pour les dommages découlant de son attitude.

⁂

**Une nouvelle crise au Mexique** D'une correspondance parvenue au *Daily Herald*, sur l'attitude de la Centrale syndicale mexicaine (C. R. O. M.) à l'égard du nouveau président de la République Gil, le *Mouvement syndical belge* du 20 janvier publie le résumé suivant :

Le Mexique est à la veille d'une nouvelle crise. Cette fois, c'est une crise entre Gil, le président de la République, et Luis Morones, le leader de la C.R.O.M.

On sait que la C.R.O.M. a convié tous ses membres occupant des postes officiels dans le gouvernement actuel d'en démissionner. Pareillement, les représentants ouvriers se sont retirés de la conférence convoquée par Gil entre employeurs et main-d'œuvre.

Dans les sphères américaines, le bruit circule que vraisemblablement, dans certaines mesures prises contre les ouvriers, Gil recourra à des méthodes apparentées au fascisme. Même il ne reculerait pas à dissoudre la C.R.O.M.

Gil est entouré d'une clique de députés hostiles à la politique ouvrière inaugurée par Calles. Afin de discréditer les leaders ouvriers, on lance une foule de bobards, alléguant que Morones et d'autres dirigeants se seraient copieusement enrichis lors de leur passage au Gouvernement. Une censure sévère est appliquée au Mexique depuis trois semaines.

Entre temps, la C.R.O.M. se prépare à défendre son existence pour l'éventualité où l'on tenterait de dissoudre ses organisations affiliées. Morones déclare qu'il défendra la C. R. O. M. jusqu'à la dernière extrémité.

# ENTRE NOUS

### UNE PROPOSITION... HARDIE

Trop tard pour que nous puissions l'examiner dans notre « Budget et Projets », nous est parvenue la lettre suivante du camarade Courdavault, de la Charente-Inférieure :

*Vous nous dites et nous répétez ce que tous ceux ayant été à la tête d'une organisation ont dit et répété : « Ne nous laissez pas faire le travail seuls! Aidez-nous! Donnez-nous les moyens matériels d'augmenter et d'intensifier notre action? »*

*Chacun en soi se dit mentalement : « Oui! il faut les aider! » Mais si le geste ne suit pas immédiatement la pensée on ne fait rien par la suite.*

*Donc inutile de trop compter là-dessus. Il faut user de la manière forte, peut-être pas trop élégante, que je vais vous proposer, mais entre nous, amis de la R. P., nous n'en sommes pas à ça près.*

*Somme toute que faut-il?*

*Trouver un moyen pour donner de l'air à la R. P. C'est-à-dire lui donner 24 pages une fois par mois ou faire un numéro spécial tous les trimestres, qui serait un numéro « chic » de 32 ou 48 pages.*

*Ça vous dégorgerait au « noyau » et serait une solution à la publication de sérieuses études. (A ce propos je voudrais bien que la R. P. reproduise la discussion de Trotsky et Louzon, sur le syndicalisme qui avait paru dans l'Huma, cela clarifierait bien des choses).*

*Faites votre devis. Voyez combien il vous faut d'argent. Parlez-en! Ajoutez à la revue durant deux numéros une circulaire carte postale avec l'indication à la correspondance. « Ne m'envoyez pas de traite supplémentaire ! » A ceux qui vous renverront cette carte — bien peu — vous ne faites rien.*

*Aux autres, la quasi unanimité, vous enverrez tous les deux ou trois mois par exemple et chaque fois que vous aurez besoin, une traite de 10 francs.*

*On paiera la traite au facteur qui vous la présente à la maison, alors qu'on ne passera pas à la poste vous envoyer un mandat.*

*Je suis sûr que ma proposition sera acceptée et vous devez dans l'année ramasser ainsi au moins 25.000 fr.*

*Et alors quelle précieuse chose serait notre revue. On y verrait plus souvent des monographies et moi-même j'essaierais de vous en établir une sur l'ostréiculture. Au syndicat unitaire (dont je suis secrétaire-adjoint), nous avons obtenu des résultats intéressants à ce sujet. C'est incroyable le trafic qu'il y a dans ce domaine!*

*Ci-joint 50 francs, mon abonnement 1929 et 10 francs pour un numéro à 32 ou 48 pages.*

Nous avons répondu à Courdavault qu'il y allait fort. Déjà 40 francs, c'est une somme; imposer une contribution supplémentaire quasi obligatoire de 20 ou 30 francs ferait faire la grimace à plus d'un; les ménagères voient déjà venir d'un mauvais œil le facteur, de loin en loin, avec son reçu; que serait-ce s'il s'amenait plus souvent ? Les négligents ont besoin d'être bousculés, mais avec cette méthode, ils le seraient trop. Beaucoup seraient capables de se désabonner en douceur.

On a vu notre budget; il nous manque une vingtaine de mille francs pour joindre les deux bouts; il en faudrait environ autant pour paraître sur 24 pages. Ces 40.000 francs, nous devons pouvoir les trouver, partie avec les abonnements de soutien, partie avec une augmentation du nombre des abonnés.

Une proposition comme celle de Courdavault montre que les abonnés de soutien à 100 francs pourraient être plus nombreux. Sommes-nous trop exigeants en demandant 100 abonnés de soutien ? Nous sommes à 65. Il n'en reste que 35 à trouver. Courdavault aura sûrement à cœur d'être le premier de ces 35.

Dans le cas de Courdavault, une autre chose nous frappe. Il est l'unique abonné de la Charente-Inférieure, un département qui compte des centres maritimes comme Rochefort, La Rochelle, La Pallice, un coin de cheminots comme Saintes. Nous n'avons qu'un seul abonné ouvrier; pas un seul instituteur; pas un seul fonctionnaire. Allons, Courdavault, jetez vite un coup d'œil; il y a sûrement deux ou trois douzaines de « possibles » dans votre département. Ce serait bien le diable si, avec un ami tel que vous, la R. P. ne comptait pas en Charente-Inférieure sa dizaine d'abonnés.

### REVEILLEZ-VOUS, PARISIENS !

Nous ne sommes pas surpris de n'avoir inscrit qu'une trentaine de nouveaux abonnés ce mois-ci. Janvier est un mois dur; les étrennes et le terme vident les porte-monnaie. Mais il faut qu'en février nous récoltions les 70 demandés pour chaque mois et même si possible les 30 dont janvier nous met en retard.

Nos amis parisiens se doivent d'en mettre un coup et sans délai. Un typo s'est fait fort de recueillir 15 nouveaux pour sa part; un métallurgiste 10; un instituteur 10. A qui le tour de s'engager? D'autres métallurgistes vont s'inscrire, sans doute. Nous pensons que nos amis du Bâtiment, du Bois, de l'Eclairage, des Chauffeurs, des Cheminots, des Employés, des P. T. T., des Services publics ne vont pas rester endormis.

Un camarade nous a dit : « Chercher par corporation, c'est bien. Mais par quartier ce serait mieux. Pourquoi ne réunissez-vous pas un soir les abonnés du 20e, un autre soir ceux du 13e ou du 15e, et ainsi de suite. Je suis sûr que même s'il ne s'en dérangeait que la moitié ou le tiers, vous récolteriez ce soir là plus de « possibles », distribueriez utilement plus de carnets d'abonnement, trouveriez plus de multiples et de dépôts qu'en six mois de correspondance. »

Que dites-vous de cette proposition?

### MALADROITS ! MALADROITS !

— Quels piètres commerçants vous êtes ! vous publiez la Table des matières de vos quatre années et vous n'en profitez pas pour faire le boniment pour vos collections? Comment voulez-vous qu'elles partent! Pourtant sur vos 975 abonnés d'aujourd'hui, presque un millier, il y en a bien la moitié, soit 500, qui n'ont pas la collection entière et qui devraient l'avoir. Cornez donc aux oreilles de ces 500 acheteurs possibles de la collection, criez donc à tous les bibliothécaires de Bourses du Travail, de syndicats, de coopératives que la collection de la R. P. est une mine de renseignements, et qu'elle a sa place de droit sur leurs rayons.

Nous sommes des maladroits, nous le confessons, et pour réparer notre maladresse nous insérons ce juste lavage de tête.

### ON DEMANDE...

*Hess, instituteur à Auzouer (Indre-et-Loire), recherche les nos 3 et 4 de la* Vie Ouvrière *d'avant-guerre (5 et 20 novembre 1909). Enverrait en échange des ouvrages de France, Loti, Tharaud, Colette, au choix.*

*Possède en double les nos 77 et 94 de la même revue. Les offrirait à camarade cherchant à compléter sa collection.*

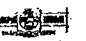
### SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Fulconis (Seine), 10; Courdavault (Charente-Inférieure), 10; Richard (Landes), 20; Louis Guétant (Rhône), 5; Isabelle Augenlich (Seine), 5; Beauvois (Cher), 5; Renon (Haute-Vienne), 10; Anonyme, 10; J. Rosuel (Finistère), 5; V. D. (Finistère), 4; Albrespy (Seine), 10; Suzanne Robert (Seine), 10; Glozmann (Seine), 10; Castets (Seine), 2; Prudhomme (Seine), 10; Basset (Seine), 5; Anonyme (Isère), 15; Fradin Maurice (Seine), 5; Thérèse Verny (Puy-de-Dôme), 10; Lebeau (Seine), 10; Lagrange (Seine-et-Oise), 5; Marcelle Pommera (Seine), 10; Lucien Graux (Somme), 5; Bondieu (Meurthe-et-Moselle), 10. — Total : 201.

### ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine, 3; Seine-et-Oise, 1; Aisne, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Creuse, 1; Côtes-du-Nord, 1; Hérault, 1; Jura, 1; Maine-et-Loire, 1; Oise, 1; Rhône, 2; Algérie, 2; Allemagne, 1. — Total : 17.

*Le Gérant :* V. GODONNÈCHE



Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris

Aujourd'hui, il y a place pour un révolutionnaire hors de l'Internationale communiste.

Une revue comme la « Révolution Prolétarienne » est un organe nécessaire.

Puisqu'on ne peut parler ni dans le Parti, ni dans l'Internationale, il faut pouvoir parler au dehors, car il est des choses qu'il faut dire, non par désir de vaine polémique mais dans l'intérêt même de la classe ouvrière.

La « Révolution Prolétarienne » est un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti, une défense contre le sabotage du mouvement ouvrier.

Le « Noyau ».

(Octobre 1925).